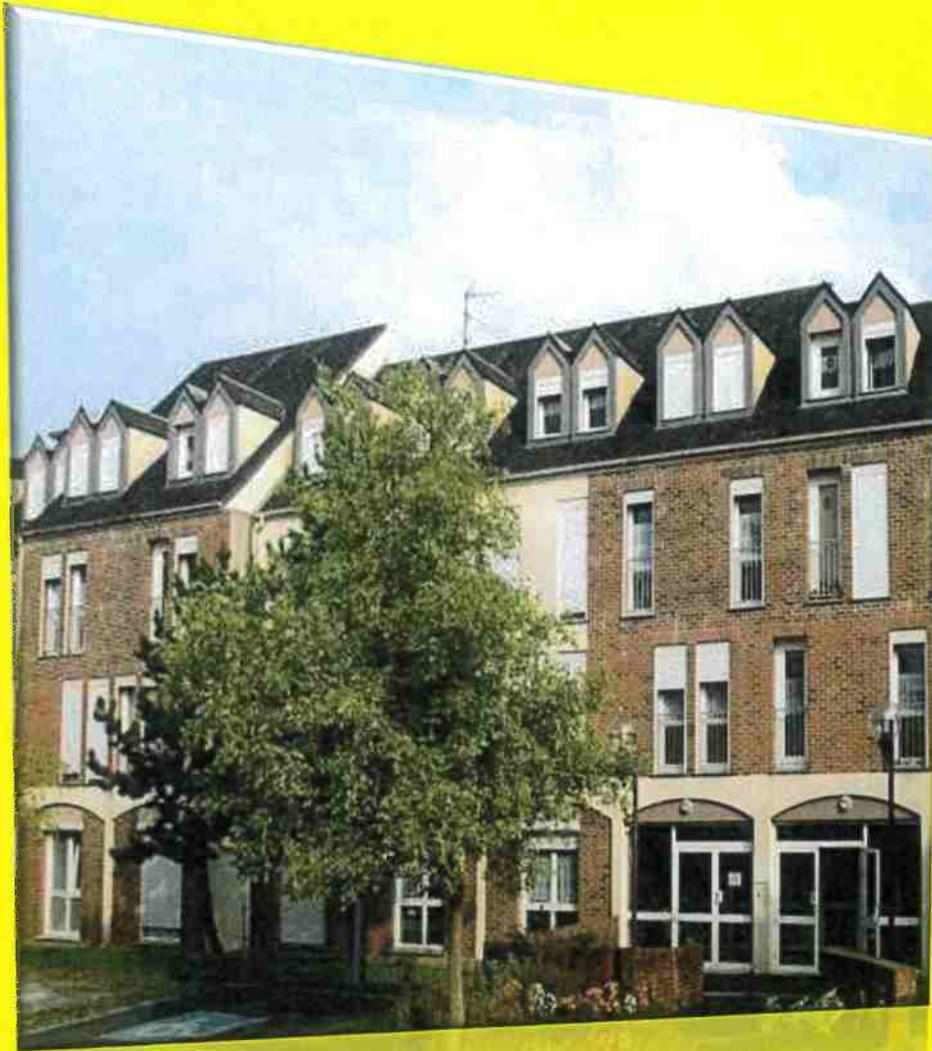


# Rapport d'orientations budgétaires



# SOMMAIRE

<b>I - CONTEXTE GÉNÉRAL : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES .....</b>	<b>4</b>
La reprise économique : baisse du chômage mais retour de l'inflation .....	4
Les principales mesures de la Loi de finances pour 2022 .....	4
<b>II – SITUATION BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ .....</b>	<b>5 à 22</b>
<b>II - 1 Le budget principal .....</b>	<b>5</b>
1 - Les principales évolutions constatées en 2021 .....	5
2 – Les grandes masses financières.....	6
3 – Les grands équilibres financiers.....	7 à 8
4 – Le niveau de l'endettement .....	8 à 10
5 – La fiscalité directe.....	10 à 13
6 – La section de fonctionnement .....	14 à 17
7 – La section d'investissement .....	18 à 20
8 – Les ratios.....	21
<b>II – 2 Les budgets annexes.....</b>	<b>21 à 22</b>
1 – Budget annexe de l'eau .....	21 à 22
2 – Budget annexe de l'abattoir .....	22
3 – Budget annexe des locaux industriels et commerciaux.....	22
<b>III – ENJEUX DE L'ACTION MUNICIPALE ET ORIENTATIONS PLURIANNUELLES....</b>	<b>23 à 46</b>
<b>1) DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOLIDAIRE .....</b>	<b>23 à 25</b>
Soutien au développement des entreprises industrielles et artisanales .....	23
Abattoir municipal : poursuivre la modernisation des installations .....	23 à 24
Développement commercial : de la zone commerciale au centre-ville.....	24
Lutte contre le chômage : Hirson reconnue « Cité de l'Emploi » .....	24 à 25
<b>2) TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE .....</b>	<b>25 à 28</b>
Rénovation énergétique des bâtiments communaux.....	25
Economies d'énergie : un plan spécifique sur le chauffage.....	26
Rénovation de l'éclairage public .....	26
Ecoquartier de la Bonne Source : les premières études engagées.....	26 à 27
Mobilités douces : mise en œuvre du plan vélos .....	27 à 28
Forêt communale : poursuite du programme de régénération.....	28
Réseau d'eau potable : le diagnostic finalisé .....	28
<b>3) TRAVAUX, URBANISME ET CADRE DE VIE .....</b>	<b>29 à 32</b>
Fleurissement, valorisation et entretien des espaces publics.....	29
Travaux de voirie : le programme 2022 .....	29
Résorption des friches et aménagement des espaces urbains .....	29 à 30
Modernisation du parc urbain des Gradins .....	30
Redynamisation du centre-ville .....	30
Convention « Petite Ville de Demain » : premières actions concrètes .....	31
Quartier de la gare et avenue Mitterrand : un programme global de rénovation.....	32
<b>4) LOGEMENT .....</b>	<b>32 à 33</b>
Marché immobilier : un dynamisme confirmé.....	32
La modernisation du parc de logements de l'Office Public de l'Habitat.....	33
La création de logements dans l'ex-buffet de la gare .....	32
Logements communaux : la poursuite du plan de rénovation .....	33
Lutte contre les marchands de sommeil : un partenariat renouvelé avec la CAF .....	33

<b>5) SERVICES PUBLICS.....</b>	<b>33 à 35</b>
Une nouvelle mairie dans l'ex-résidence du Val d'Oise.....	33 à 34
Espace France Services : un nouveau service public de proximité.....	34
Agence postale communale : de nouvelles perspectives.....	34
Maison de santé pluriprofessionnelle : l'ouverture cet automne.....	35
Une nouvelle Unité Territoriale d'Action Sociale.....	35
<b>6) ÉDUCATION, ENFANCE ET JEUNESSE.....</b>	<b>35 à 37</b>
Le programme des travaux scolaires 2022.....	35
Restauration scolaire : garantir l'accessibilité et la qualité du service.....	36
Partenariat avec la CAF : du Contrat Enfance Jeunesse à la Convention Territoriale Globale.....	36 à 37
Maison de la Petite Enfance : évolution des prestations du multi-accueil.....	37
« Campus connecté » : une première année prometteuse.....	37
<b>7) ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET VIE SPORTIVE.....</b>	<b>38 à 40</b>
Stade Léo Lagrange : finalisation du chantier à l'automne.....	38
Salle de la Tannerie : une première phase de travaux d'isolation.....	38
Courts de tennis extérieurs : la rénovation programmée.....	38 à 39
Blangy : réfection du parcours de santé.....	39
Vie sportive : soutenir chaque club et favoriser la pratique de tous.....	39 à 40
<b>8) ÉQUIPEMENTS CULTURELS, VIE CULTURELLE ET ASSOCIATIVE.....</b>	<b>40 à 42</b>
Conservatoire Municipal de musique : retrouver le rythme.....	40
Médiathèque du Château : l'attractivité de la lecture confirmée.....	40 à 41
Micro-folie : plus qu'un musée numérique accessible et gratuit.....	41
Cinéma Sonhir : une année 2021...réduite à sept mois.....	41
Tiers-lieu et d'un Fab' Lab : la mutation des espaces numériques.....	41 à 42
Saison culturelle transfrontalière : le retour de tous les rendez-vous.....	42
Vie associative : un soutien réaffirmé aux bénévoles.....	42
<b>9) SOLIDARITÉS.....</b>	<b>42 à 44</b>
Pôle d'économie solidaire : poursuivre la diversification des activités.....	43
Aide alimentaire : de la solidarité urbaine à la solidarité rurale.....	43 à 44
Services d'aide à domicile : répondre à de nouvelles attentes.....	44
<b>10) PRÉVENTION, SÉCURITÉ ET POLITIQUE DE LA VILLE.....</b>	<b>44 à 46</b>
Prévention de la délinquance : le programme d'actions du CISPD.....	44 à 45
Vidéoprotection : de nouvelles caméras et un dispositif renforcé.....	45 à 46
Contrat de ville : un levier indispensable aux acteurs associatifs locaux.....	46

## LE RÔLE-MOTEUR DE LA MUNICIPALITÉ.

Depuis **deux années**, le **covid 19** impacte la **vie quotidienne** de nos concitoyens et **l'action** de la Municipalité. **2020** et **2021** furent marquées par une **succession de périodes de confinement et d'isolement**, de **restrictions d'accès** ou de **fermetures temporaires** de certains services.

Engagée depuis mars 2021, la **vaccination** a permis de franchir **une étape décisive** pour **vaincre la pandémie du Covid 19**. Grâce à elle et aux **efforts de tous**, se profile aujourd'hui la **sortie de cette crise sanitaire**, concrétisée par la **reprise des activités**, non seulement **économiques**, mais également **culturelles, sportives, associatives et festives**, indispensables au **bien-être de nos concitoyens**.

Malgré ce **contexte difficile**, 2021 a vu la Municipalité poursuivre son **programme « Hirson, ville nouvelle »**. **3 003 158 €** ont encore été investis en 2021, contre **2 234 508 €** l'année précédente, soit une progression de **34,39 %**. Avec un **taux de réalisation des investissements de 91,03 %**, la Municipalité demeure **confiante en l'avenir**. D'autant plus que, labellisée au titre du programme **« Petites Villes de Demain »** depuis le 26 avril 2021, Hirson peut, à ce titre, **mobiliser de nouveaux financements**, afin de poursuivre, notamment, la **requalification du centre-ville**, du **quartier de gare**, la **modernisation des équipements municipaux, sportifs et culturels**, des **services publics**, tout comme **l'indispensable transition écologique et numérique**.

Sur le plan budgétaire, **l'exercice 2021** dégage un **excédent de fonctionnement** estimé à **2 429 472 €**, proche de celui obtenu en 2020 (**2 487 528 €**), et un **résultat net** estimé à **455 566 €**. Évaluée à **469 466 €**, dépassant donc largement la moyenne de **247 128 €** atteinte lors des quatre derniers

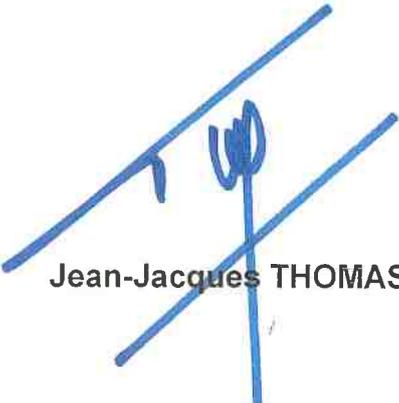
exercices budgétaires, **l'épargne nette** confirme, quant à elle, **la capacité d'autofinancement des investissements**.

En 2021, l'emprunt, souscrit au **taux fixe de 0,68 %** sur une **durée de 10 ans**, s'est donc limité à **497 124 €**, permettant à la ville de **poursuivre son désendettement**. L'**encours de la dette** est ainsi passé de **14 127 525 €** au 1<sup>er</sup> janvier 2021 à **13 173 676 €** au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Ces **bons résultats de l'exercice 2021** ne peuvent que renforcer les capacités de la Ville à faire face aux **nouvelles contraintes budgétaires** attendues en 2022. Au-delà de la **reprise générale de toutes les activités**, le **budget primitif 2022** devra, en effet, intégrer la **reprise de l'inflation** et, notamment, **l'augmentation très importante des coûts de l'énergie**. L'**évolution des prix du gaz et de l'électricité** devra nécessairement être compensée par l'engagement d'un **plan d'économies de fonctionnement**, afin de **préserver la capacité d'investissement**.

C'est donc à partir de l'analyse de **l'évolution financière** de ces **cinq dernières années** que ce **Rapport d'Orientations Budgétaires** présente, en **dix chapitres**, les **enjeux et priorités de l'action municipale**.

En **synergie avec l'ensemble des acteurs économiques, institutionnels et associatifs**, la Municipalité affirme, ainsi, son **rôle moteur** dans une **relance**, plus que jamais, indispensable.



Jean-Jacques THOMAS

## CONTEXTE GÉNÉRAL : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### La reprise économique : baisse du chômage, mais retour de l'inflation

Engagée au second semestre de l'année passée, après un **repli de 8 %** en 2020, la **reprise de l'économie française** s'est traduite, en moyenne annuelle, par un **taux de croissance du PIB de 7 %** en 2021.

Néanmoins, en ce début d'année 2022, dans un contexte de **fortes tensions géopolitiques**, la **nouvelle vague épidémique** (Omicron) et la **hausse des cours du pétrole**, ralentissent la progression de l'activité économique française. L'INSEE estime que l'**acquis de croissance** à mi-année s'élèvera à **+ 3,2 %**.

Cette **reprise de l'activité économique** s'accompagne d'un **double mouvement**, avec, d'une part, la **diminution du chômage**, et, d'autre part, le **retour de l'inflation**. Selon l'INSEE, au quatrième trimestre 2021, le **taux de chômage** s'élevait à **7,8 %** contre **8,8 %** l'année précédente. Avec des taux de **0,5 % en 2020** et de **1,6 % en 2021**, l'inflation pourrait, quant à elle, s'élever, selon les estimations, à **3 ou 3,5 % en 2022**.

Par ailleurs, progressant de **5,98 %** en un an, la **dette publique de la France** passe de **2 674 milliards d'euros** (116,4 % du PIB) au troisième trimestre 2020 à **2 834,3 milliards d'euros** au troisième trimestre 2021 (116,3 % du PIB). En léger repli, le **déficit budgétaire de l'Etat** diminue, cependant, de **178,2 milliards** en 2020 (soit **11,4 %** du PIB) à **171 milliards d'euros** en 2021 (soit **7 %** du PIB).

### Les principales mesures de la loi de finances pour 2022

La **loi de finances du 30 décembre 2021** pour 2022 est, évidemment, marquée par la **crise sanitaire** et la poursuite du **plan de relance** initié par l'Etat. Elle s'appuie sur une **double hypothèse** : un **taux de croissance de l'activité de 4 %** et des **déficits publics ramenés à 5 % du PIB** en 2022 (contre **11,4 %** en 2020).

Comme pour les années précédentes, si la loi de finances fige le montant de la **Dotation Globale de Fonctionnement du bloc communal** à **18,3 milliards d'euros**, elle confirme l'**effort de péréquation**, avec, notamment, de nouvelles augmentations de la **Dotation de Solidarité Urbaine** (+ 95 millions d'euros, soit + 3,84 %) et de la **Dotation de Solidarité Rurale** (+ 95 millions d'euros, soit + 5,33 %).

En ce qui concerne les **concours d'investissement**, si la **Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR)** est stabilisée à **1 046 millions d'euros**, la **Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)** progresse de **337 millions d'euros**, pour atteindre **907 millions d'euros** en 2022.

Sur le plan de la **fiscalité locale**, la loi de finances pour 2022 confirme le **mécanisme de compensation** mis en œuvre par l'Etat, depuis 2021, suite à la suppression de la **Taxe d'Habitation sur les Résidences Principales (THRP)**. Pour rappel, les communes bénéficient à titre compensatoire de la **part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)**.

Ainsi, en 2021, le **taux d'imposition de référence du foncier bâti communal** correspondait à la **somme des taux de foncier bâti 2020 communal et départemental**. Le produit perdu de la taxe d'habitation et le produit de la part départementale du foncier bâti reversé, étant forcément inégaux, la loi prévoit l'**application d'un coefficient correcteur**, se soldant soit par un **versement complémentaire**, pour les **communes déficitaires**, soit par un prélèvement pour les communes excédentaires. A titre indicatif, au titre du **coefficient correcteur** appliqué en 2021, la Ville d'Hirson a bénéficié d'un **versement complémentaire** de **903 141 €**.

### SITUATION BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ

#### II -1 LE BUDGET PRINCIPAL

##### 1 – LES PRINCIPALES ÉVOLUTIONS CONSTATÉES EN 2021

###### Des dépenses de fonctionnement reflétant déjà la reprise des activités

Après une diminution de **0,98 %** constatée en 2020, les **dépenses réelles de fonctionnement** passent de **10 482 997 €** à **11 052 547 €**, soit une **augmentation de 5,43 %**, reflétant la **reprise d'activités dans l'ensemble des services**.

Les **charges de personnel** (chapitre 012) passent de **6 366 839 €** en 2020 à **6 565 056 €** en 2021, soit une évolution de **3,11 %**, principalement liée à la progression des **rémunérations des agents titulaires** compte tenu du **glissement vieillesse technicité (GVT)**.

Après une diminution de **6,24 %** en 2020, les **charges à caractère général** (chapitre 011) passent de **2 869 683 €** à **3 189 666 €** en 2021, soit une augmentation de **11,15 %**. Cette évolution est notamment liée à l'ouverture du **centre de vaccination**, à la **reprise de la plupart des manifestations culturelles et festives** non organisées en 2020.

Après une diminution de **12,25 %** en 2020, les **autres charges de gestion courante** (chapitre 65) passent de **770 720 €** à **852 171 €**, en raison, notamment, du rattrapage de la **cotisation à « Aisne Partenariat Voirie »** pour les deux **exercices 2020 et 2021**. Les **subventions versées aux associations** passent de **617 593 €** à **579 146 €**, en raison d'une **subvention exceptionnelle de 30 000 €** versée au **cinéma Sonhir** en 2020 et non en 2021.

En constante diminution depuis 2016, les **charges financières** (chapitre 66) liées aux **intérêts d'emprunt** baissent de **6,73 %**, passant de **415 296 €** en 2020 à **387 343 €** en 2021, soit une nouvelle **économie de 27 953 €**.

###### Des recettes de fonctionnement en progression de plus de 3 %

Après une diminution constatée de **0,64 %** en 2020, les **recettes réelles de fonctionnement** passent de **12 121 629 €** à **12 489 161 €**, soit une augmentation de **3,03 %**.

Le **produit des impôts et taxes** (chapitre 73) progresse globalement de **325 860 € (+ 5,24 %)**, passant de **6 208 744 €** à **6 534 604 €**. Dans ce chapitre, les **produits de la fiscalité directe (taxes foncières et d'habitation)** passent de **4 669 091 €** à **4 933 093 €**, soit une recette supplémentaire de **264 002 €**. Les recettes liées aux **droits de mutation**, c'est-à-dire aux ventes immobilières enregistrées sur la **Ville**, progressent de **29,78 %**, passant de **128 407 €** à **179 048 €**, soit une **recette supplémentaire de 50 641 €**.

Les **dotations de l'Etat** augmentent globalement de **75 714 €** (soit **+ 2,22 %**). Elles passent de **3 400 519 €** en 2020 à **3 476 233 €** en 2021. Alors que la **dotation forfaitaire** demeure pratiquement stable (**-765 €**) et que la **Dotation Nationale de Péréquation** diminue de **9 491 €**, la **Dotation de Solidarité Rurale** progresse de **54 949 €** et la **Dotation de la Solidarité Urbaine** de **31 021 €**.

Après une forte diminution en 2020, en raison de la crise sanitaire, les produits des services, du domaine et ventes diverses (chapitre 70) passent de 422 537 € en 2020 à 751 805 € en 2021, soit une progression de 77,92 %. Atteignant un niveau exceptionnel, les ventes de bois s'élèvent à 338 266 € et représentent 45 % de ces produits.

Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) progressent de 4 627 € (+2,17 %), passant de 212 871 € à 217 498 €. Les revenus des immeubles, comprenant l'ensemble des loyers perçus, dont celui de Pôle Emploi, progressent de 6 088 €.

Les produits financiers (chapitre 76) demeurent stables avec la perception de 187 275 € correspondant à l'aide annuelle du Fonds de soutien de l'Etat pour la sortie des emprunts structurés.

Enfin, les produits exceptionnels (chapitre 77) se montent à 43 053 €, comprenant notamment les cessions d'immobilisations (13 300 €) et les remboursements liés à des sinistres (29 404 €).

## 2 - LES GRANDES MASSES FINANCIÈRES

### 2.1 - Les masses budgétaires

	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes de fonctionnement	11 491 973	11 649 128	11 948 618	12 121 629	12 489 161
Dépenses de fonctionnement	10 480 531	10 250 766	10 586 529	10 482 997	11 052 547
dont intérêts de la dette	588 643	629 881	442 020	415 296	387 343
Recettes d'investissement	813 165	1 012 530	818 911	740 227	1 541 716
dont emprunts souscrits	240 000	573 767	522 022	289 756	497 124
Dépenses d'investissement	2 189 641	1 975 292	1 594 905	2 234 508	3 003 158
dont capital de la dette	1 215 591	1 059 143	1 055 368	899 998	953 848
dont P.P.I	953 197	916 149	539 537	1 334 510	2 049 310

### 2.2 - Soldes financiers

	2017	2018	2019	2020	2021
Epargne de gestion	1 572 785	1 899 793	1 794 909	2 028 362	1 820 128
Epargne brute	984 141	1 269 912	1 352 889	1 611 672	1 423 314
Epargne nette	-231 450	210 769	297 521	711 674	469 466

### 2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2017	2018	2019	2020	2021
Fonds de roulement en début d'exercice	461 483	96 448	532 049	1 118 143	1 209 742
Résultat de l'exercice	-365 035	435 601	586 095	144 351	-24 828
Fonds de roulement en fin d'exercice	96 449	532 049	1 109 098	1 209 742	1 184 914

### 2.4 - Endettement

	2017	2018	2019	2020	2021
Encours au 31 décembre	15 756 217	15 270 841	14 215 473	14 127 525	13 173 676
Ratio de désendettement	16 ans	12 ans	10,5 ans	8,8 ans	9,3 ans
Emprunt	240 000	573 767	522 022	289 756	497 124

## 3 - LES GRANDS ÉQUILIBRES FINANCIERS

### 3.1 - Soldes intermédiaires de gestion

#### Soldes intermédiaires de gestion :

Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

**Epargne de gestion** = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

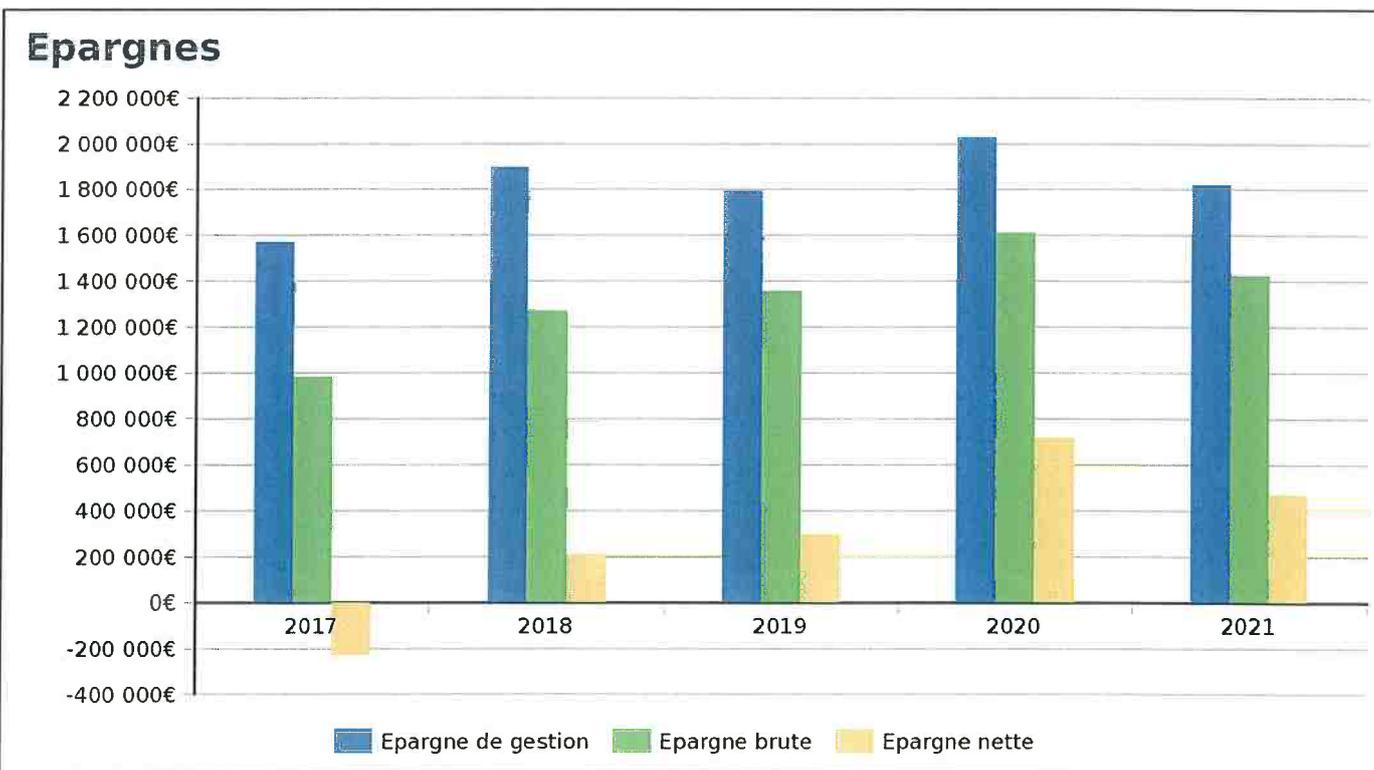
	2017	2018	2019	2020	2021
Montants	1 572 785	1 899 793	1 794 909	2 028 362	1 820 128

**Epargne brute** = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

	2017	2018	2019	2020	2021
Montants	984 141	1 269 912	1 352 889	1 611 672	1 423 314

**Epargne nette** = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes de fonctionnement	11 491 973	11 649 128	11 948 618	12 121 629	12 489 161
Epargne de gestion	1 572 785	1 899 793	1 794 909	2 028 362	1 820 128
Epargne brute	984 141	1 269 912	1 352 889	1 611 672	1 423 314
Taux d'épargne brute (en %)	8,58 %	11,02 %	11,33 %	13,33 %	11,41 %
Epargne nette	-231 450	210 769	297 521	711 674	469 466

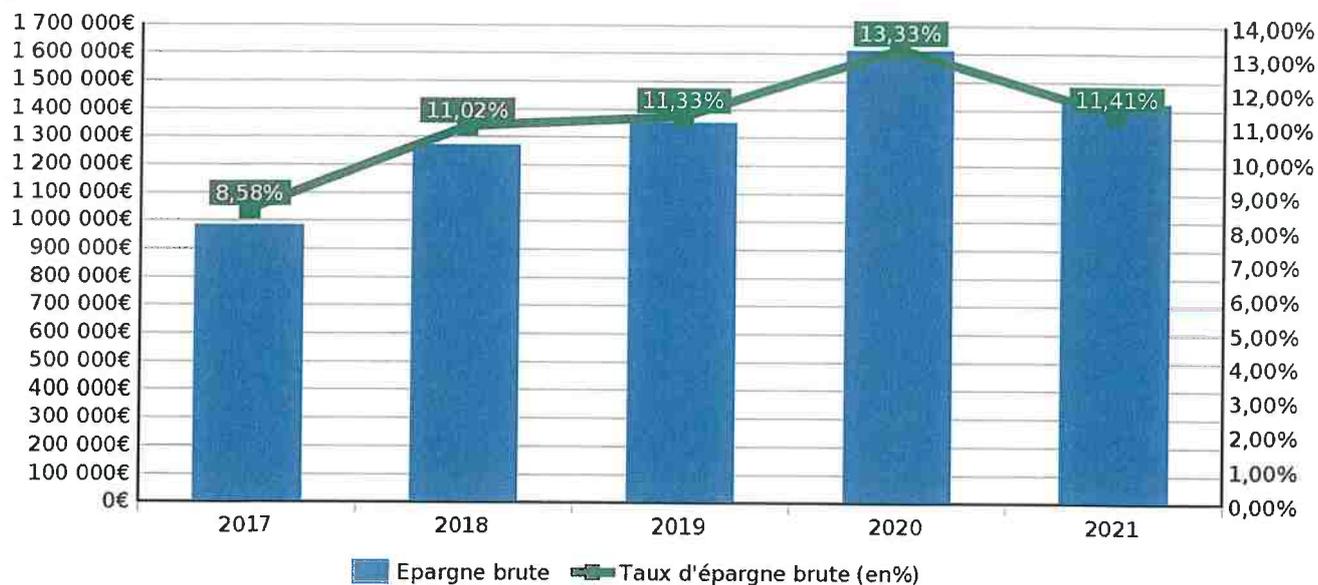


### 3.2 - Epargne brute

**Epargne brute** = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.

## Epargne brute



L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

	2017	2018	2019	2020	2021
Epargne brute	984 141	1 269 912	1 352 889	1 611 672	1 423 314
Taux d'épargne brute (en %)	8,58 %	11,02 %	11,33 %	13,33 %	11,41 %

## 4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

### 4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux

L'encours de la dette diminue de 15 756 217 € en 2017 à 13 173 676 € en 2021 (- 16,39 %).

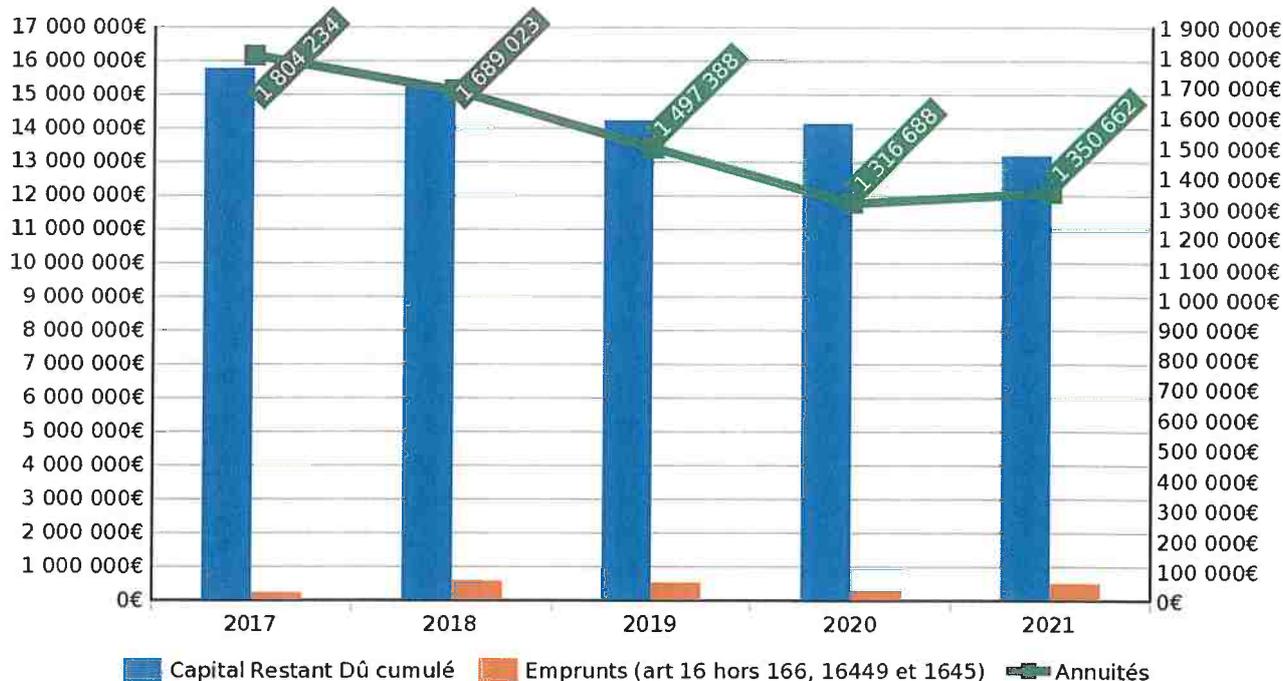
De la même façon, l'annuité de la dette diminue de 1 804 234 € en 2017 à 1 350 662 € en 2021 (-25,13 %).

	Encours de dette au 31/12	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2017	15 756 217	-5,41 %	240 000
2018	15 270 841	-3,08 %	573 767
2019	14 215 473	-6,91 %	522 022
2020	14 127 525	-0,62 %	289 756
2021	13 173 676	-6,75 %	497 124

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Encours de dette au 31/12	-4,38 %	-16,39 %

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.

## Encours de dette



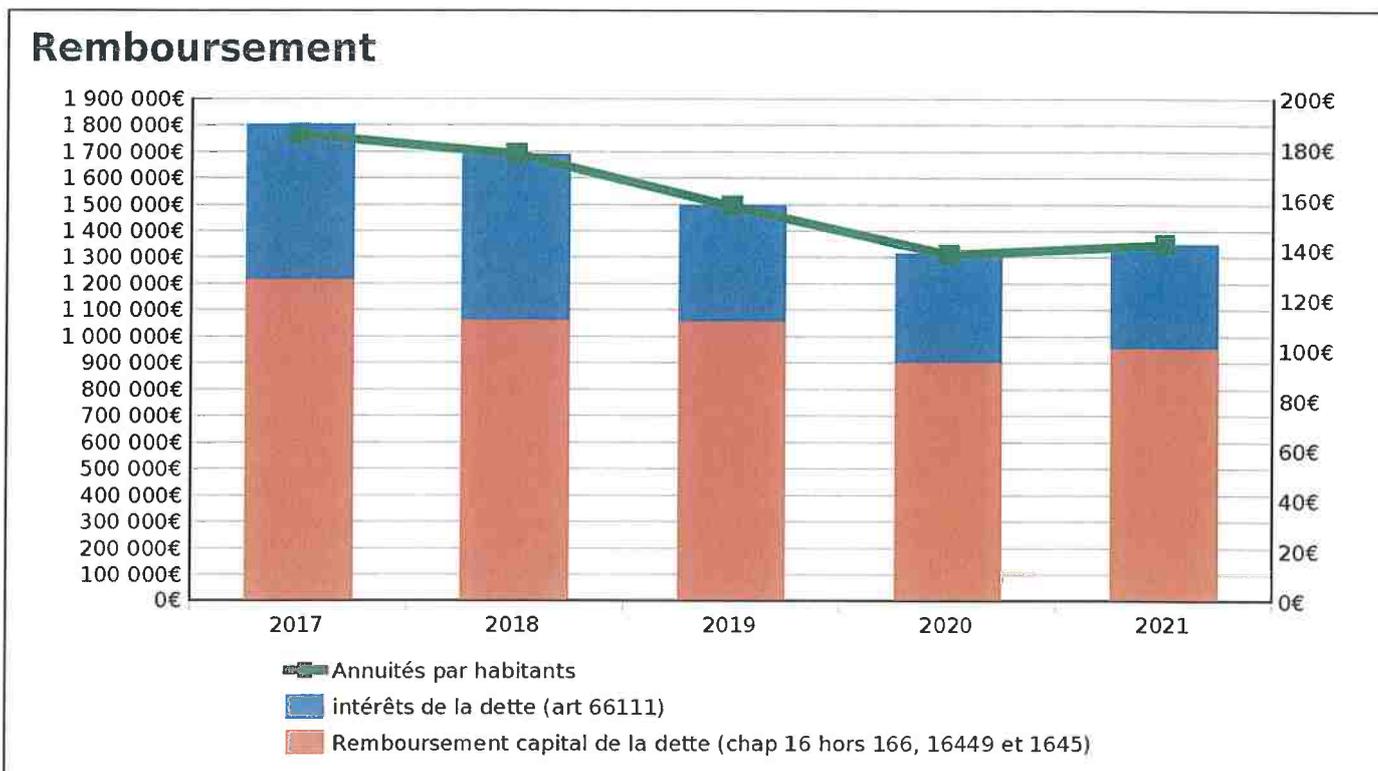
### 4.2 - Annuités de la dette

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2017	2018	2019	2020	2021
Annuités	1 804 234	1 689 023	1 497 388	1 316 688	1 350 662
Evolution n-1 (en %)	-22,91 %	-6,39 %	-11,35 %	-12,07 %	2,58 %
Capital en euro	1 215 591	1 059 143	1 055 368	899 998	953 848
Intérêts en euro	588 643	629 881	442 020	415 296	387 343

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.



La ventilation de l'annuité de la dette en euro par habitant évolue de la façon suivante :

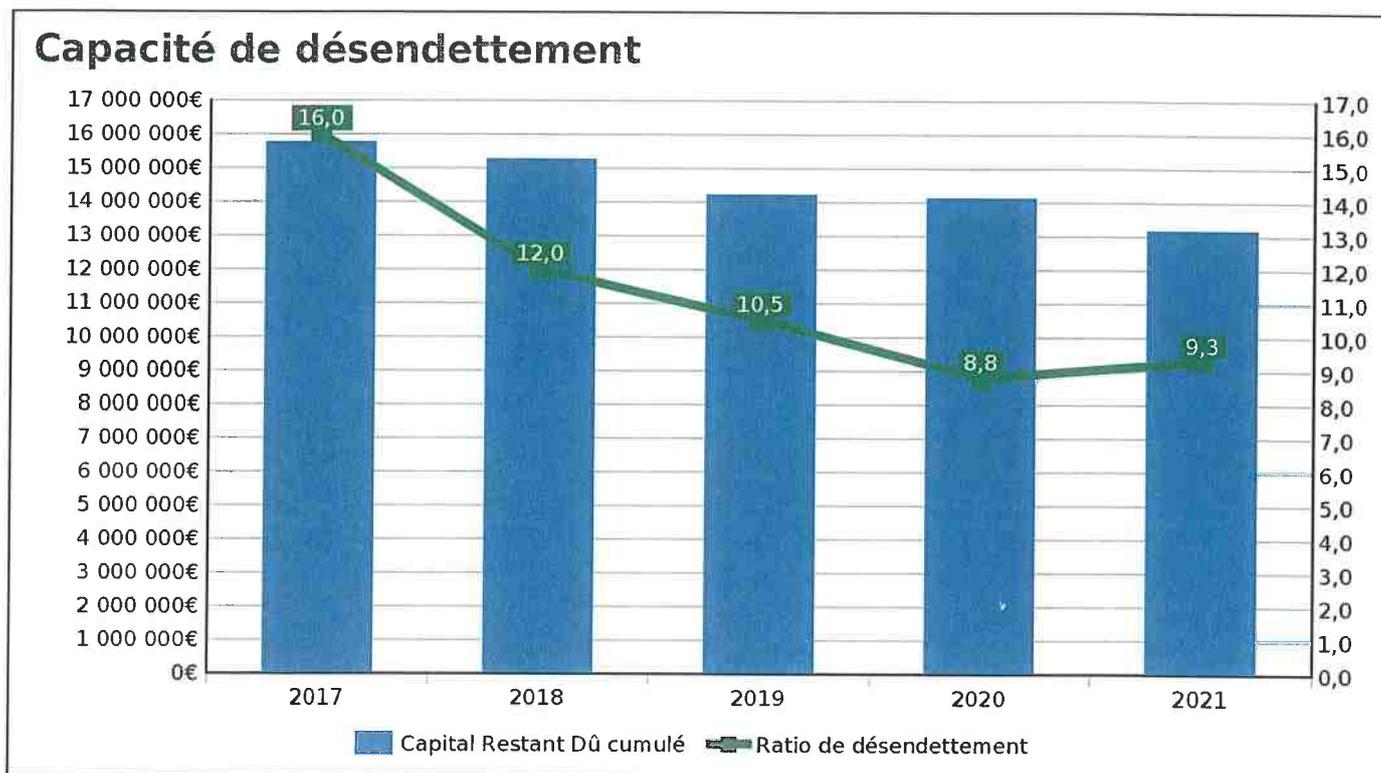
	2017	2018	2019	2020	2021
Annuités	186	178	157	138	142
Capital	125	111	111	95	100
Intérêts	61	66	46	44	42

### 4.3 - Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

	2017	2018	2019	2020	2021
Ratio	16 ans	12 ans	10,5 ans	8,8 ans	9,3 ans



## 5 - LA FISCALITÉ DIRECTE

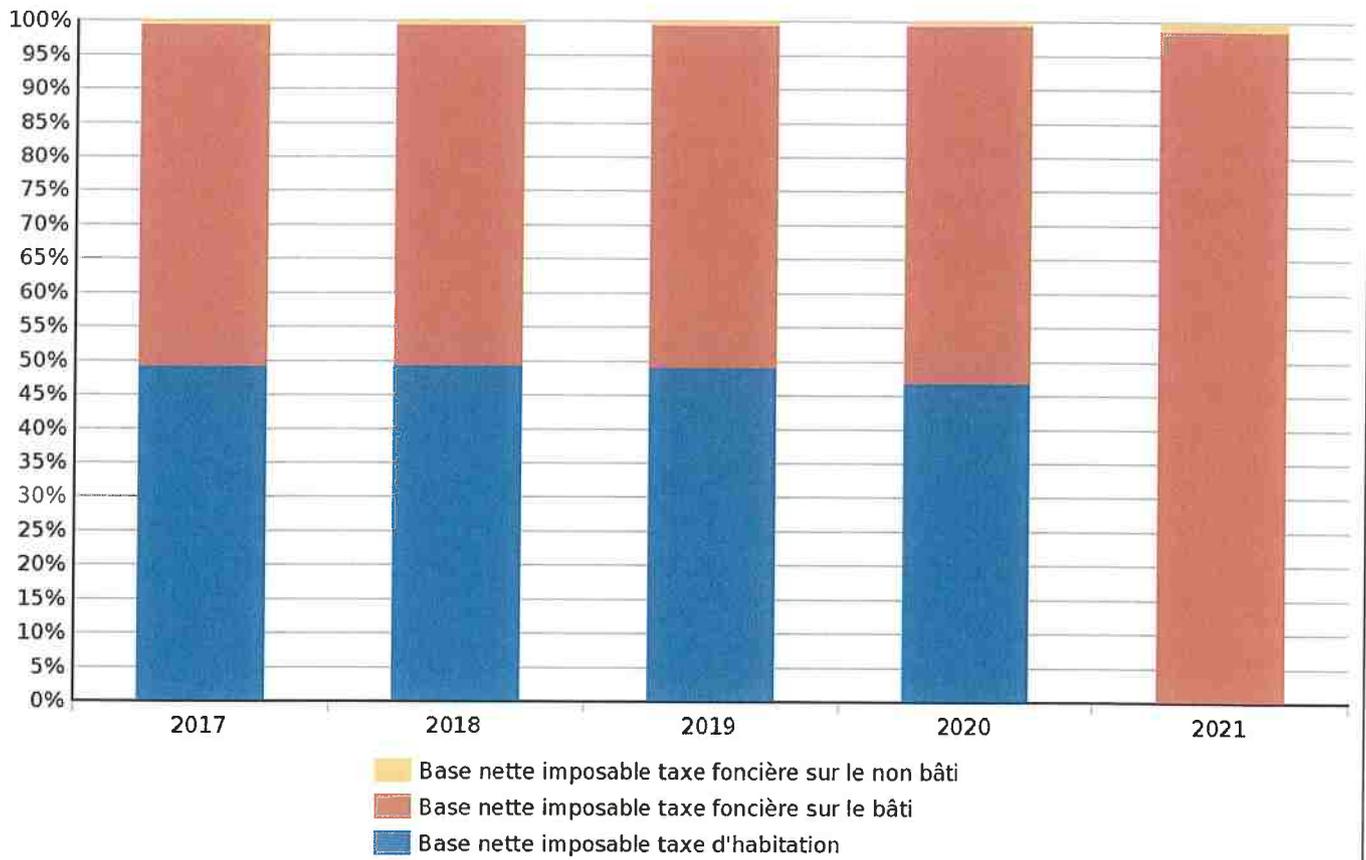
### 5.1 - L'évolution des bases

Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe.

Ci-dessous le tableau des bases fiscales pour chaque taxe.

Années	Base taxe d'habitation	Base taxe foncière (bâtie)	Base taxe foncière (non bâtie)
2017	8 622 103	8 787 188	122 656
2018	8 763 065	8 885 042	119 544
2019	8 782 139	9 009 879	123 128
2020	8 184 545	9 160 273	124 387
2021	0	8 720 210	126 332

## Bases

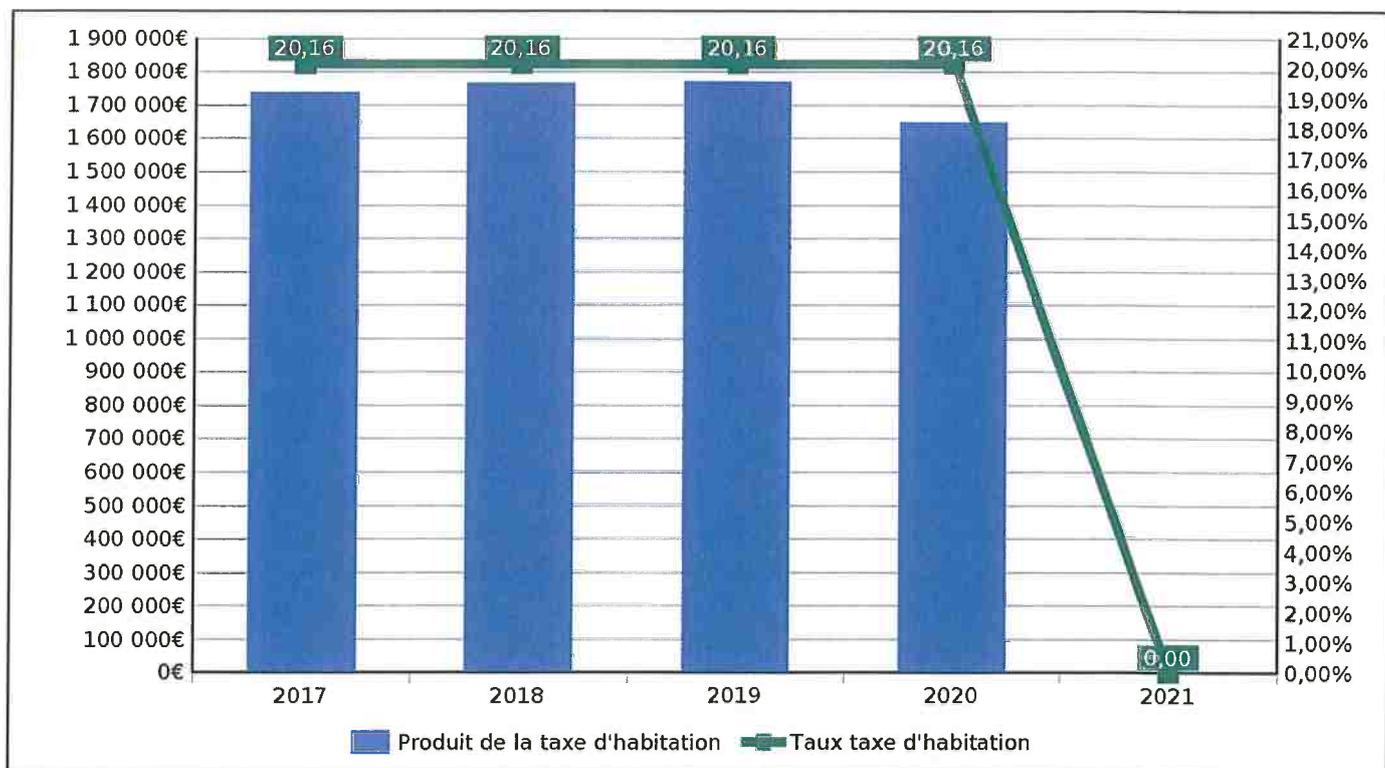


## 5.2 - Evolution des taux et des produits

### TAXE D'HABITATION :

Années	Base nette TH	Evol base nette TH	Produit TH	Evol produit TH	Taux TH	Evol taux TH
2017	8 622 103	-0,56 %	1 738 216	-0,56 %	20,16 %	0 %
2018	8 763 065	1,63 %	1 766 634	1,63 %	20,16 %	0 %
2019	8 782 139	0,22 %	1 770 479	0,22 %	20,16 %	0 %
2020	8 184 545	-6,8 %	1 650 004	-6,8 %	20,16 %	0 %
2021	0	-100 %	0	-100 %	0 %	-100 %

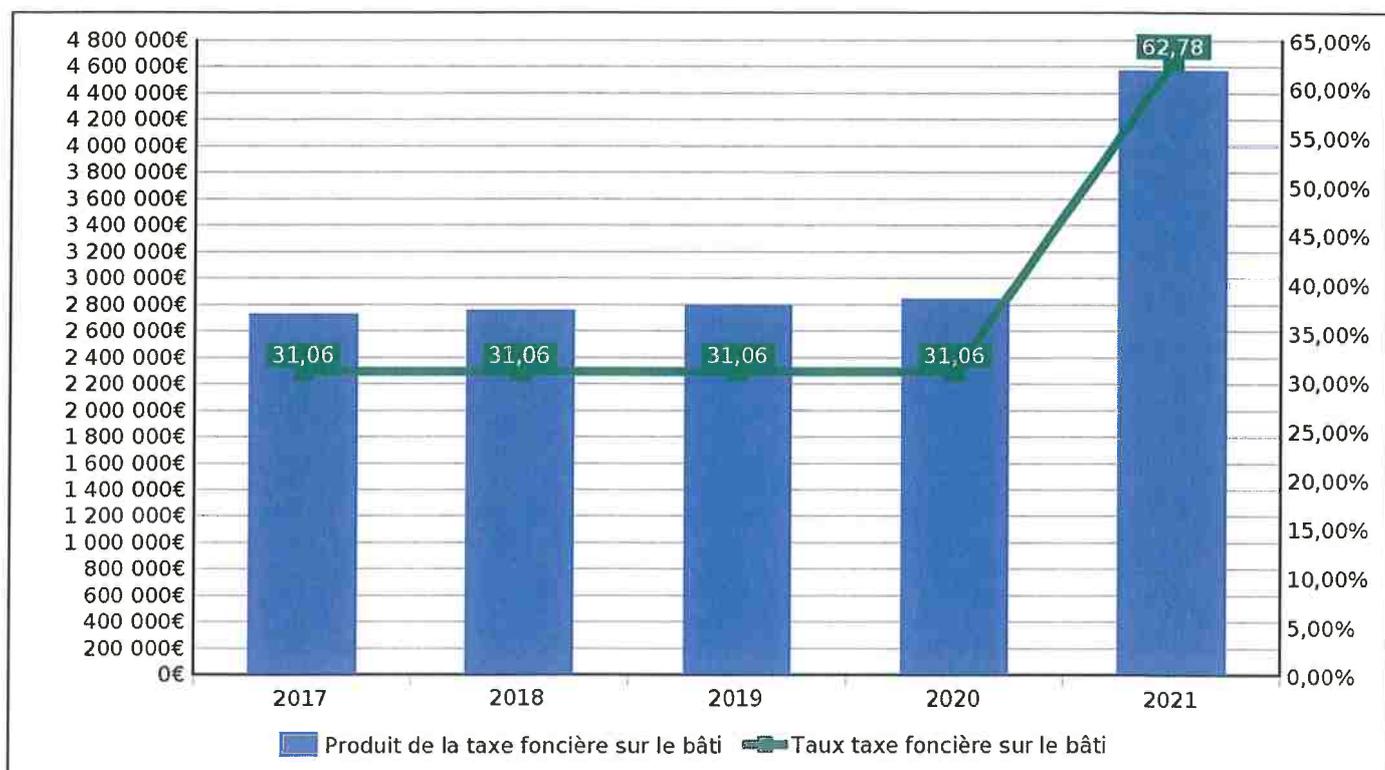
Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe d'habitation



**TAXE FONCIÈRE PROPRIÉTÉS BÂTIES :**

Années	Base nette TB	Evol base TFB	Produit TFB	Evol produit TFB	Taux TB	Evol taux TB
2017	8 787 188	1,41 %	2 729 301	1,41 %	31,06 %	0 %
2018	8 885 042	1,11 %	2 759 694	1,11 %	31,06 %	0 %
2019	9 009 879	1,41 %	2 798 468	1,41 %	31,06 %	0 %
2020	9 160 273	1,67 %	2 845 181	1,67 %	31,06 %	0 %
2021	8 720 210	-4,8 %	4 570 176	60,63 %	62,78 %	102,12 %

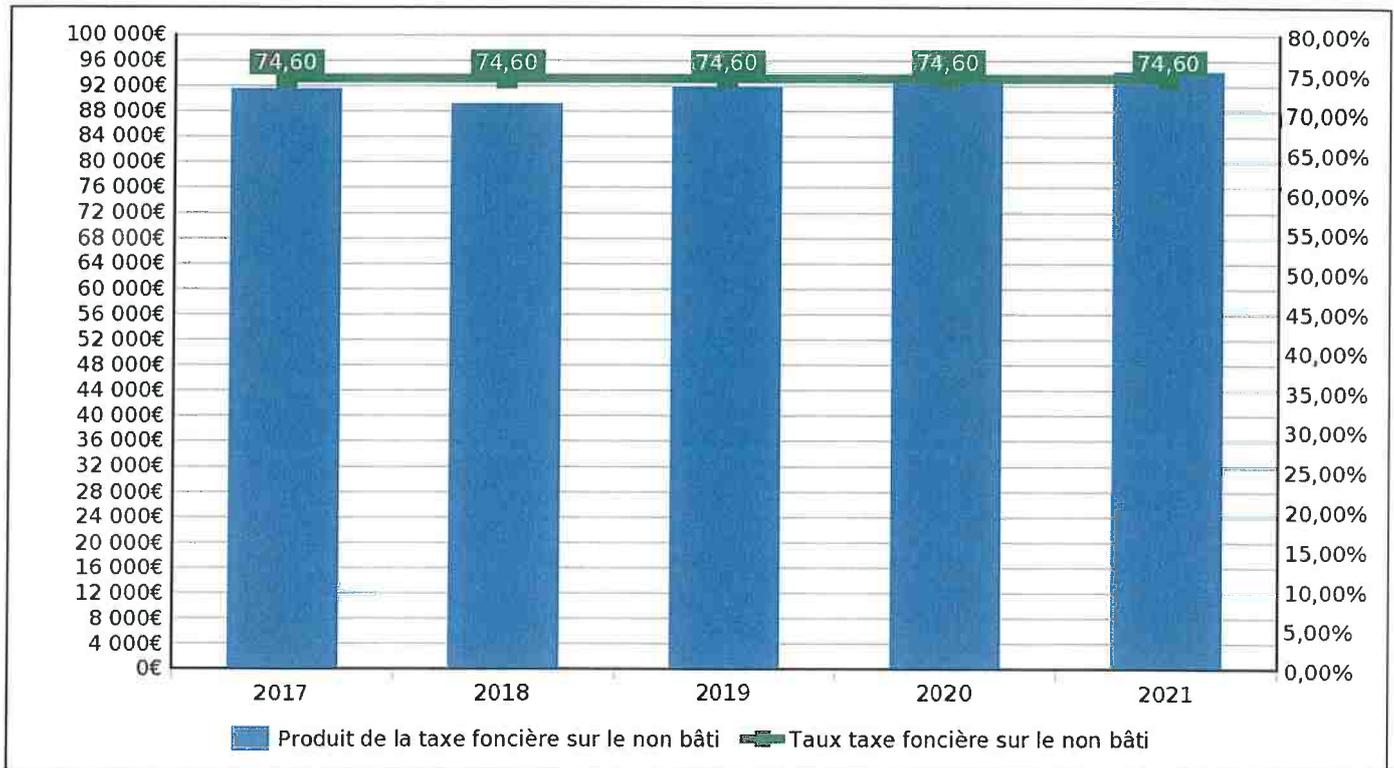
Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties.



TAXE FONCIÈRE PROPRIÉTÉS NON BATIES :

Années	Base nette TFNB	Evol base TFNB	Produit TFNB	Evol produit TFNB	Taux TFNB	Evol taux TNB
2017	122 656	-1,62 %	91 501	-1,62 %	74,6 %	0 %
2018	119 544	-2,54 %	89 180	-2,54 %	74,6 %	0 %
2019	123 128	3 %	91 853	3 %	74,6 %	0 %
2020	124 387	1,02 %	92 793	1,02 %	74,6 %	0 %
2021	126 332	1,56 %	94 244	1,56 %	74,6 %	-0 %

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties.



## 6 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

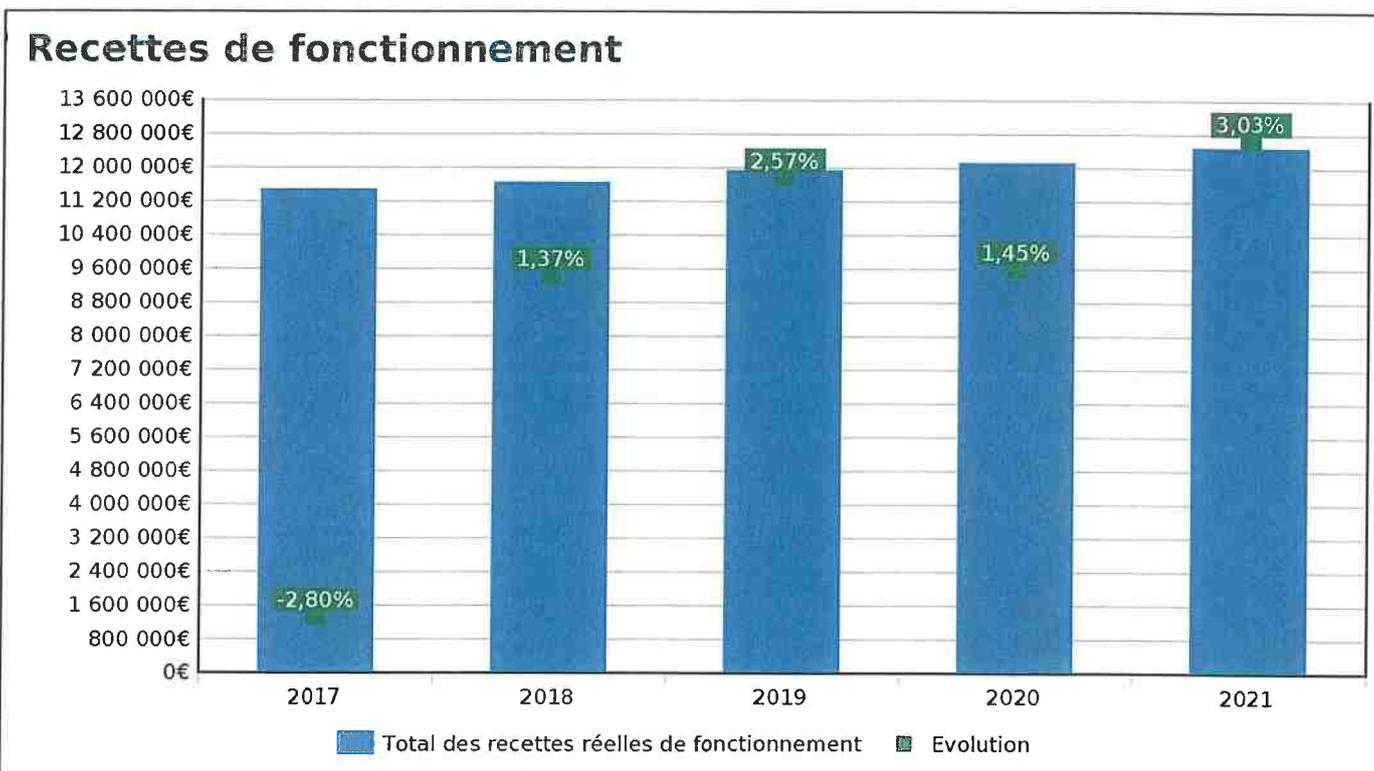
### 6.1 - Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Années	Recettes de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2017	11 491 973	-2,8 %	1 186
2018	11 649 128	1,37 %	1 225
2019	11 948 618	2,57 %	1 256
2020	12 121 629	1,45 %	1 274
2021	12 489 161	3,03 %	1 313

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	2,1 %	8,68 %



#### Les principales recettes de fonctionnement

**Produits de la fiscalité directe :** La fiscalité directe comprend les taxes directes locales possibles (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et la cotisation des entreprises CFE, - si la collectivité la perçoit, hors rôles supplémentaires).

2017	2018	2019	2020	2021
4 559 018	4 615 508	4 660 801	4 587 978	4 763 735

**Produits de la fiscalité indirecte :** La fiscalité indirecte comprend les recettes affectées au compte 73 autres que la fiscalité directe et transférée. (Selon la collectivité : la taxe sur l'électricité, les droits de mutation, l'attribution de compensation, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,...).

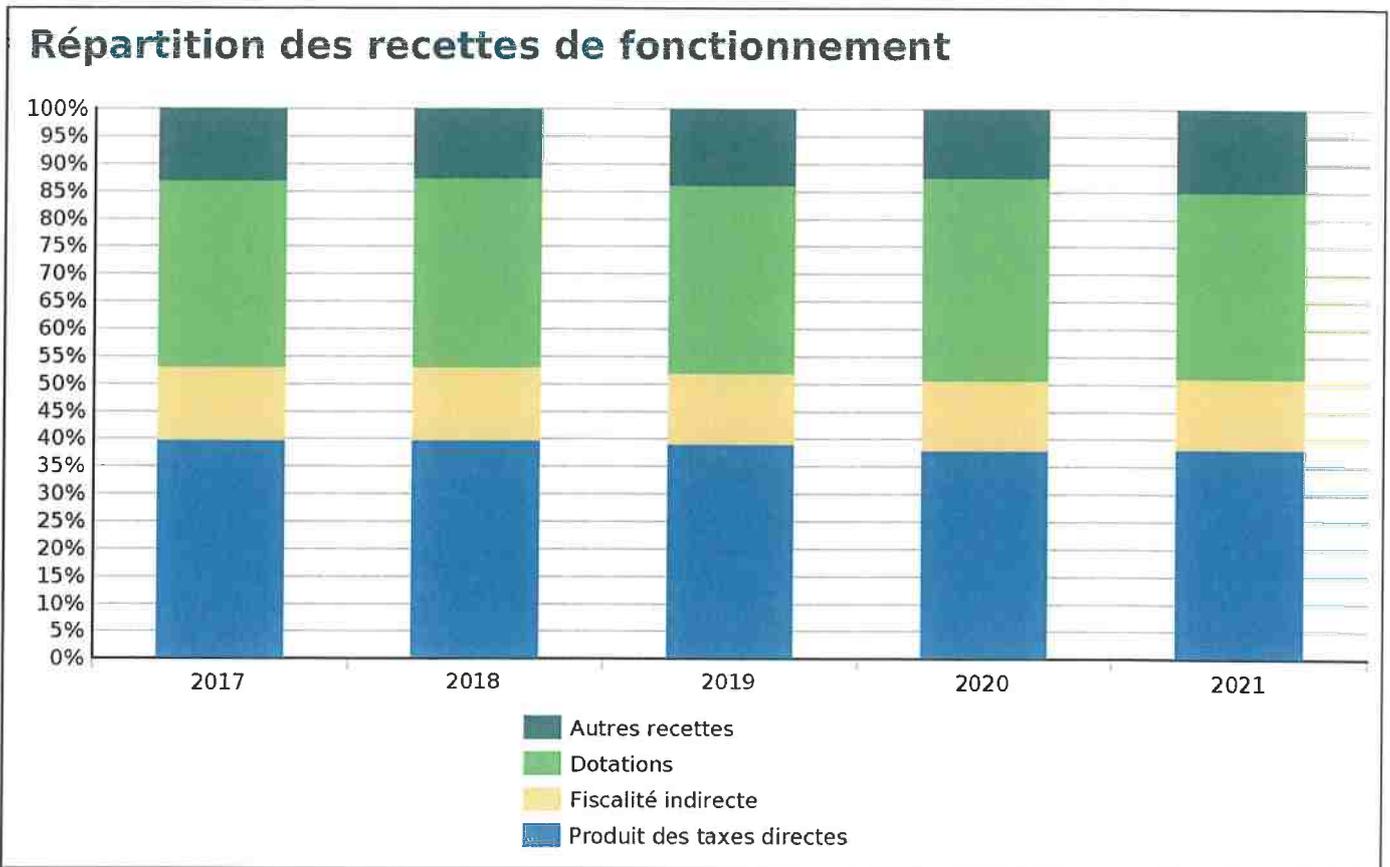
2017	2018	2019	2020	2021
1 513 082	1 550 263	1 522 481	1 539 651	1 599 389

**Dotations :** Elles comprennent les recettes du chapitre 74 (la DC RTP, DGF, les compensations d'Etat sur les exonérations fiscales, les autres dotations).

2017	2018	2019	2020	2021
3 896 353	3 984 493	4 078 583	4 456 738	4 233 891

**Autres recettes :** Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, hors rôles supplémentaires.

2017	2018	2019	2020	2021
1 523 520	1 498 864	1 686 753	1 537 262	1 892 146



## 6.2 - Les dépenses de fonctionnement

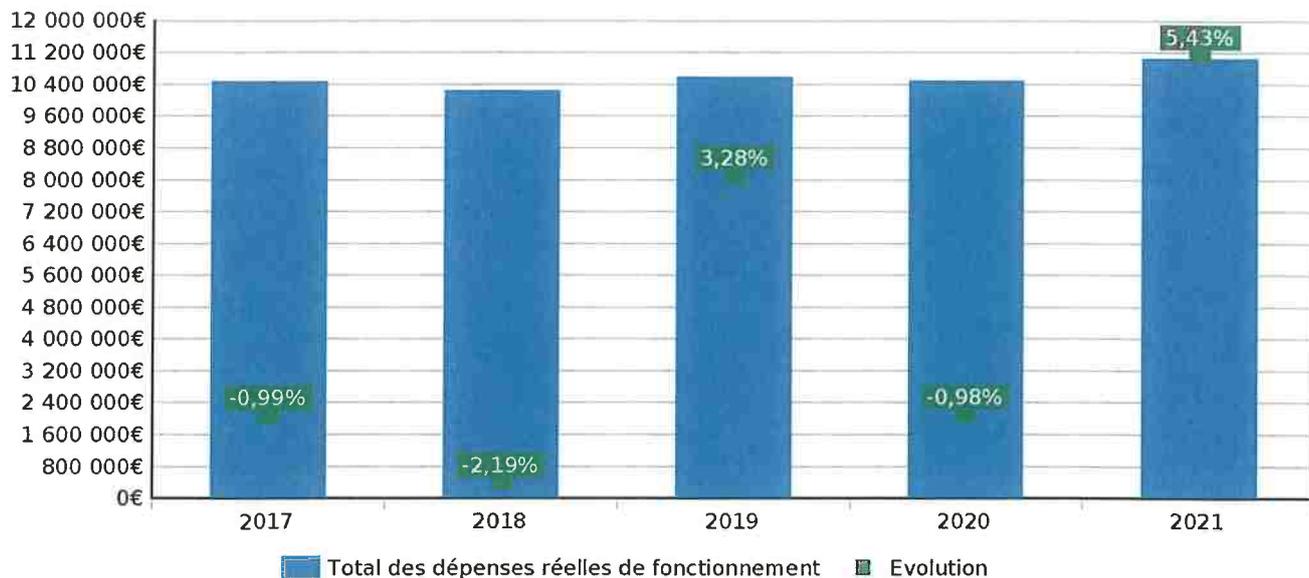
Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2017	10 480 531	-0,99 %	1 082
2018	10 250 766	-2,19 %	1 078
2019	10 586 529	3,28 %	1 113
2020	10 482 997	-0,98 %	1 102
2021	11 052 547	5,43 %	1 162

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	1,34 %	5,46 %

## Dépenses de fonctionnement



### Les principales dépenses de fonctionnement

**Charges de personnel** : Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

2017	2018	2019	2020	2021
6 006 111	6 012 602	6 203 677	6 366 839	6 565 056

**Charges à caractère général** : Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

2017	2018	2019	2020	2021
3 030 239	2 890 434	3 060 626	2 869 683	3 189 666

**Atténuation de produits** : Elles comprennent les dépenses du chapitre 014 (dont fiscalité transférée)

2017	2018	2019	2020	2021
0	0	1 422	59 362	39 520

**Contingents et participations obligatoires** : Elles comprennent une partie des dépenses du chapitre 65, inscrites à l'article 655.

2017	2018	2019	2020	2021
85 497	61 499	62 012	2 126	118 235

**Subventions** : Elles comprennent les dépenses du chapitre 65 inscrites à l'article 657.

2017	2018	2019	2020	2021
608 697	611 343	662 926	617 594	579 146

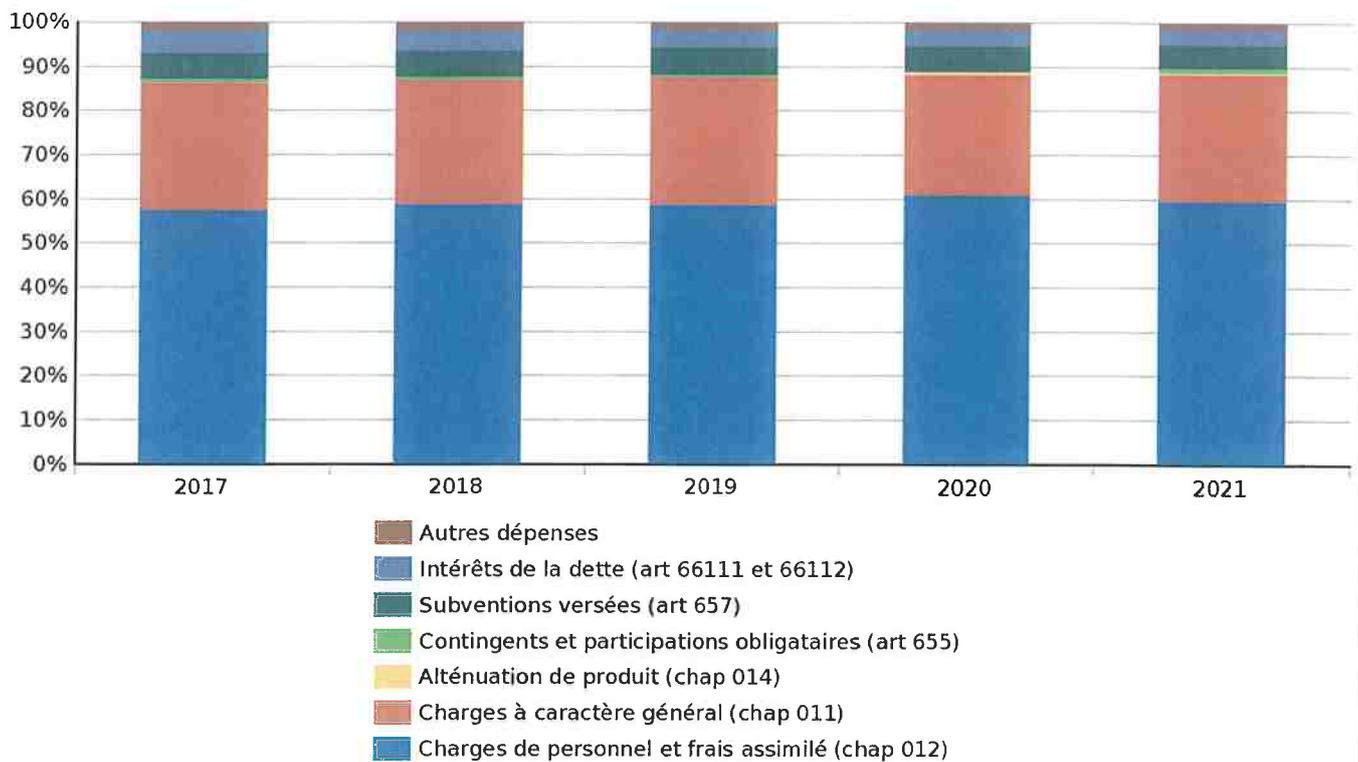
**Intérêts de la dette** : Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE compris.

2017	2018	2019	2020	2021
570 369	495 929	438 869	415 296	387 343

**Autres dépenses** : Elles comprennent notamment, les charges de gestion courante (chap.65), les autres charges financières (autres articles chap.66), les charges exceptionnelles (chap.67), les dotations aux provisions (chap.68 mvt réel), les dépenses diverses et autres dépenses de fonctionnement et enfin, elles comprennent les charges induites des investissements.

2017	2018	2019	2020	2021
179 619	178 959	156 997	152 097	173 581

## Répartition des dépenses de fonctionnement



### Indicateur d'évolution de la ressource humaine

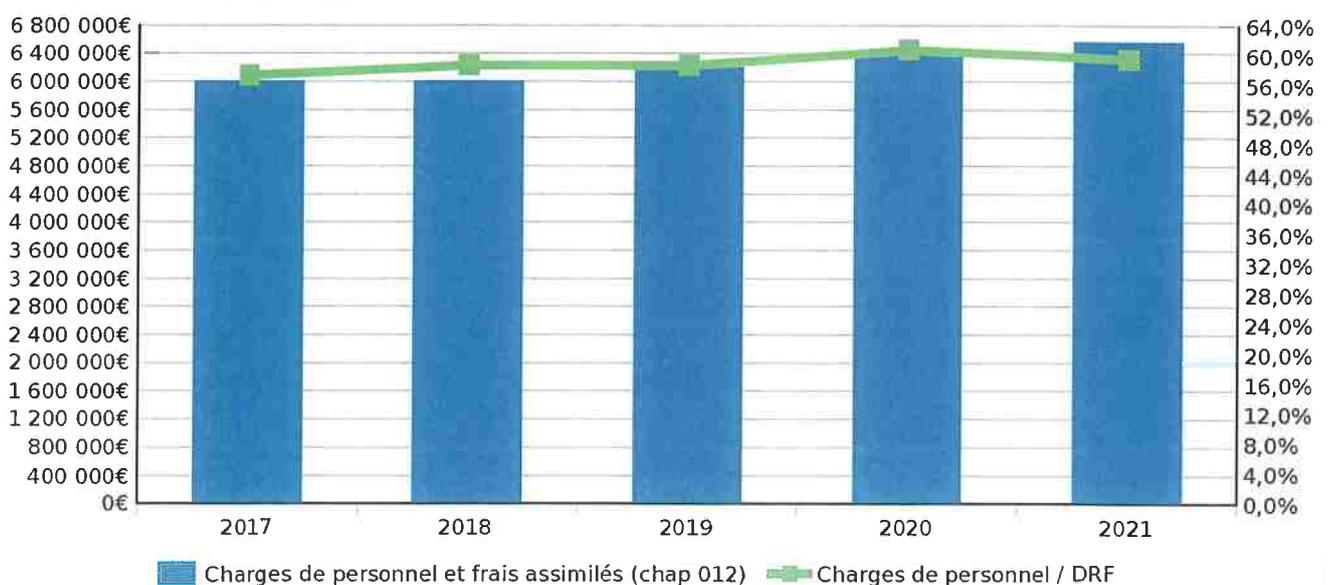
Représentativité des charges de personnel dans les dépenses d'exploitation. Ce taux permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.

2017	2018	2019	2020	2021
6 006 111	6 012 602	6 203 677	6 366 839	6 565 056

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

2017	2018	2019	2020	2021
57,31 %	58,66 %	58,6 %	60,73 %	59,4 %

## Charges de personnel



## 7 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

### 7.1 - Les recettes d'investissement

**FCTVA** : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15,482% avant le 1er Janvier 2014 et devient égal à 15,761% en 2014. Depuis le 1er janvier 2015, la loi de finance l'a revalorisé à 16,404%.

2017	2018	2019	2020	2021
219 282	142 355	171 650	137 084	97 177

**Subventions perçues** : Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (région, département, communauté...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement

2017	2018	2019	2020	2021
351 151	162 083	122 809	182 389	945 089

**Taxe d'urbanisme** : Cette recette comprend la taxe locale d'équipement

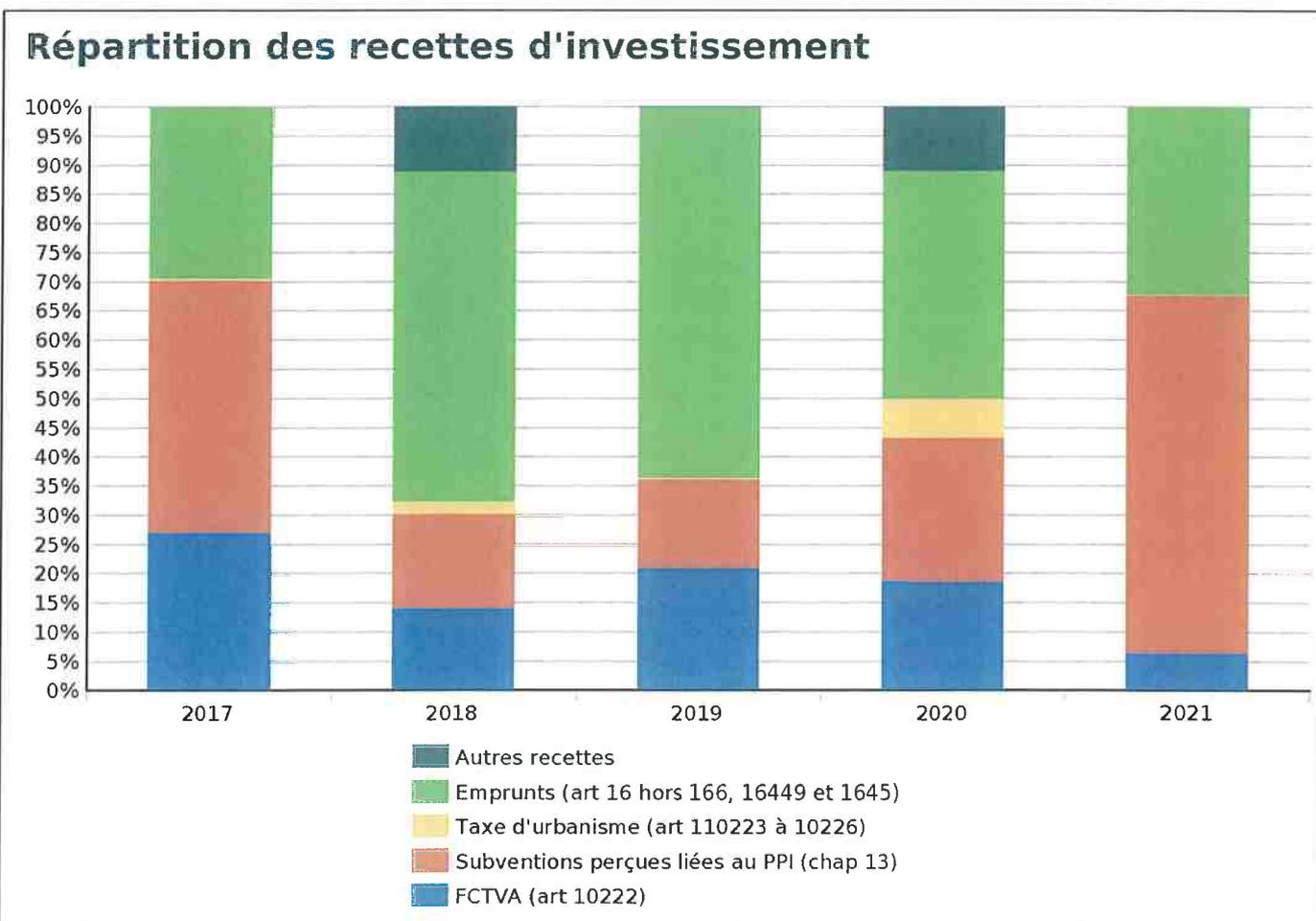
2017	2018	2019	2020	2021
2 732	21 456	2 030	49 095	2 326

**Emprunts** : Emprunts réalisés durant la prospective pour financer les investissements

2017	2018	2019	2020	2021
240 000	573 767	522 022	289 756	497 124

**Recettes diverses** : Elles comprennent notamment les opérations pour compte de tiers, les autres subventions et les mouvements inscrits au 16449.

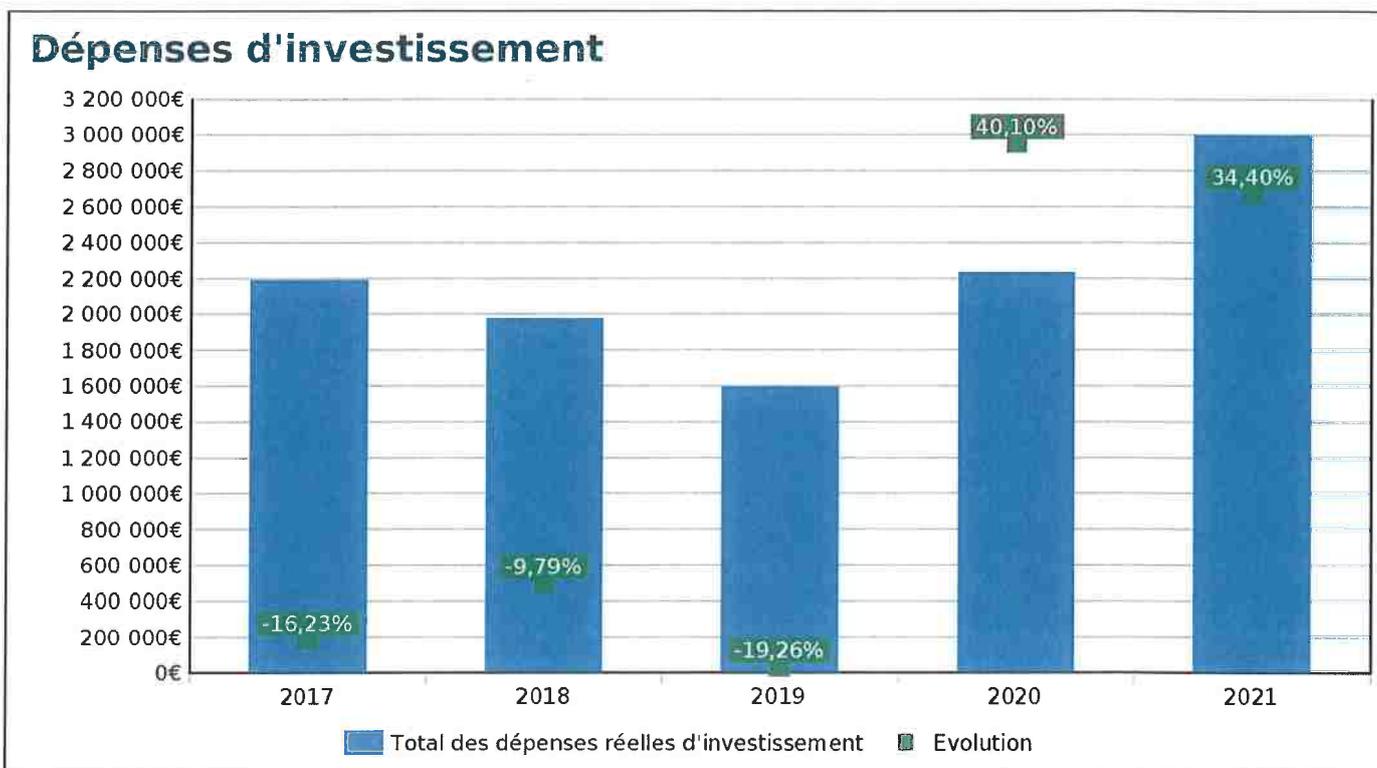
2017	2018	2019	2020	2021
0	112 869	400	81 903	0



## 7.2 - Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	En euros par habitant
2017	2 189 641	-16,23 %	226
2018	1 975 292	-9,79 %	208
2019	1 594 905	-19,26 %	168
2020	2 234 508	40,1 %	235
2021	3 003 158	34,4 %	316

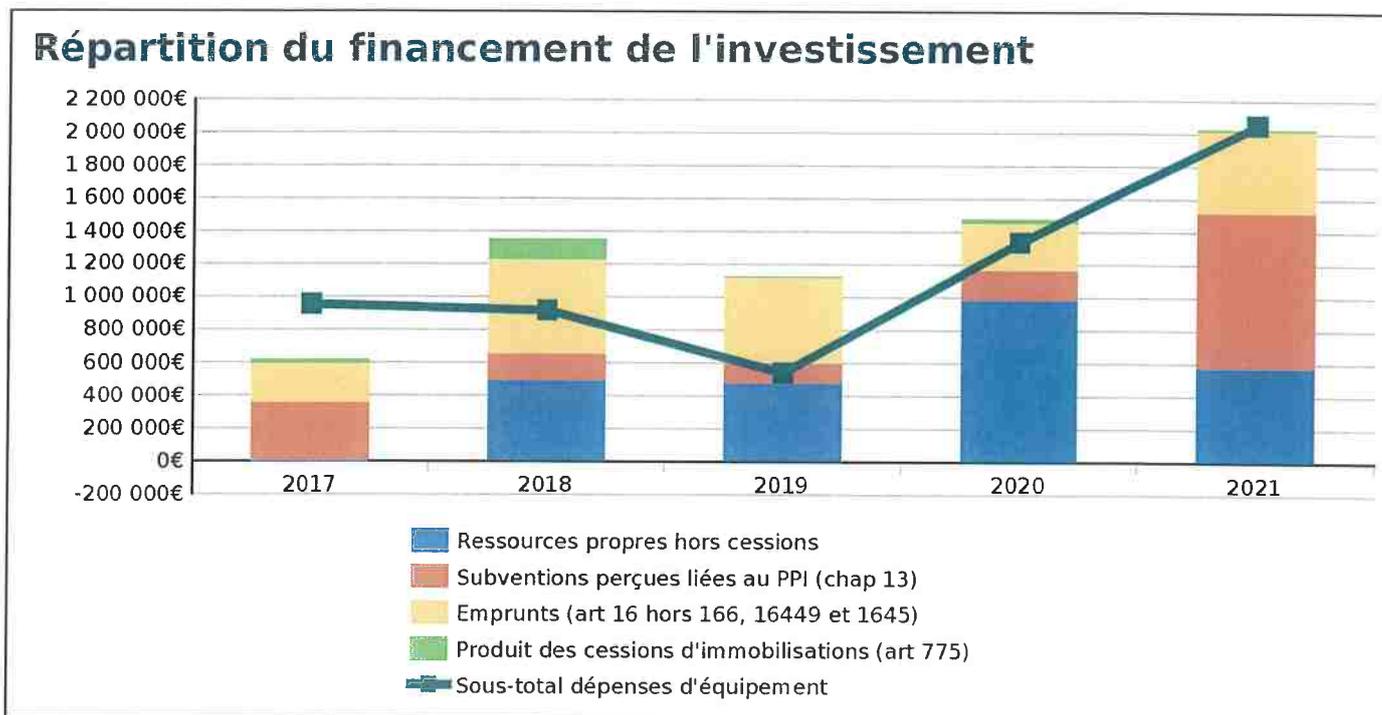
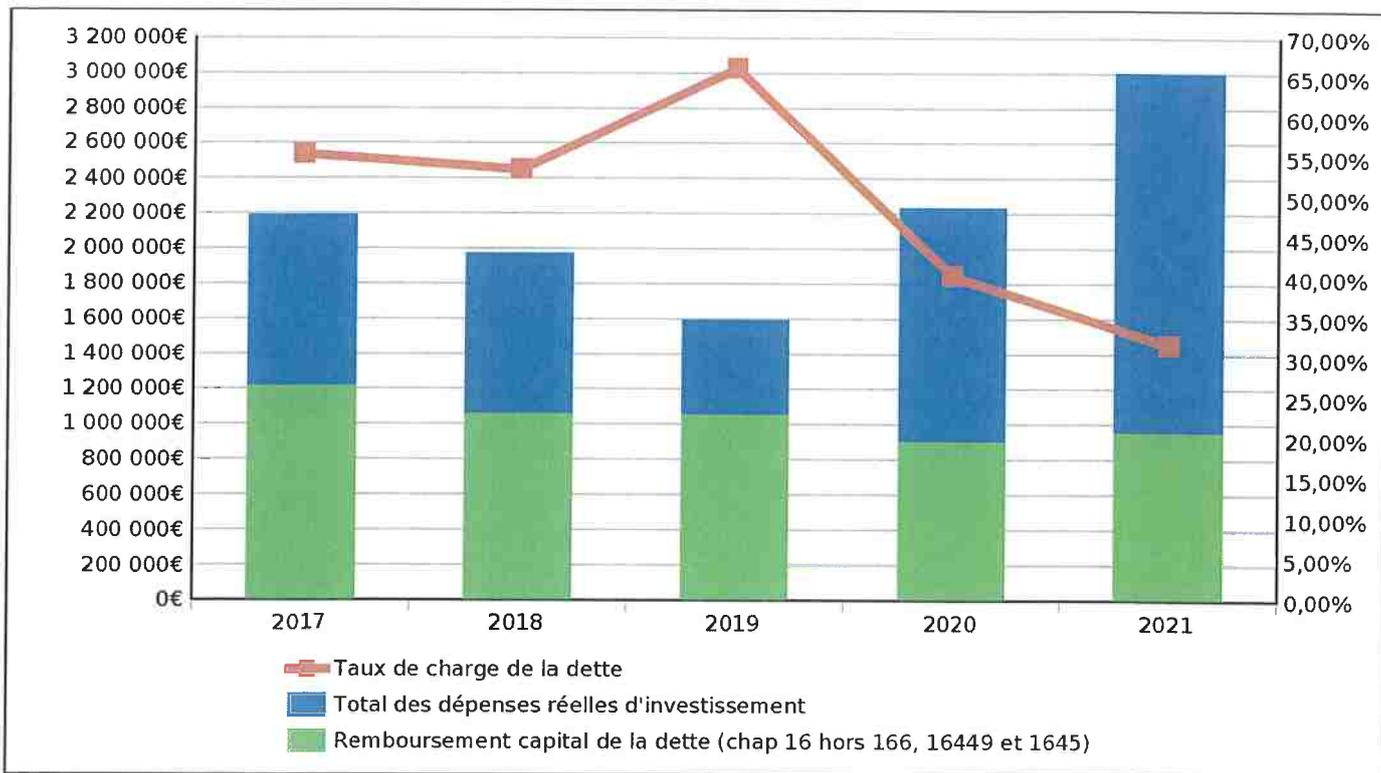


### Le remboursement de la dette dans les dépenses d'investissement

Ci-dessous, les dépenses d'investissement et la mise en lumière du remboursement du capital de la dette. Les mouvements inscrits au 16449 sont retirés.

Années	Dépenses d'investissement	Remboursement du capital de la dette	Part en % du remboursement du capital de la dette
2017	2 189 641	1 215 591	55,52 %
2018	1 975 292	1 059 143	53,62 %
2019	1 594 905	1 055 368	66,17 %
2020	2 234 508	899 998	40,28 %
2021	3 003 158	953 848	31,76 %

Ci-dessous la représentation graphique du remboursement du capital de la dette dans les dépenses d'investissement (échelle de gauche) et le taux de charge du remboursement de la dette (échelle de droite).



# 10 - LES RATIOS

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi A.T.R

	2017	2018	2019	2020	2021
Ratio 1	1 082	1 078	1 113	1 102	1 162
Ratio 2	468	482	486	491	516
Ratio 3	1 186	1 225	1 256	1 274	1 313
Ratio 4	98	83	57	140	215
Ratio 5	1 626	1 606	1 495	1 485	1 385
Ratio 6	326	339	350	358	365
Ratio 7	57,31 %	58,66 %	58,6 %	60,73 %	59,4 %
Ratio 9	101,78 %	97,09 %	97,43 %	93,91 %	96,13 %
Ratio 10	8,29 %	6,75 %	4,52 %	11,01 %	16,41 %
Ratio 11	136,47 %	131,09 %	123,34 %	112,24 %	109,46 %

**Ratio 1**= Dépenses réelles de fonctionnement / population

**Ratio 2**= Produit des impositions directes / population

**Ratio 3**= Recettes réelles de fonctionnement / population

**Ratio 4**= Dépenses d'équipement brut / population

**Ratio 5**= Encours de la dette / population

**Ratio 6**= Dotation globale de fonctionnement / population

**Ratio 7**= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

**Ratio 9**= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

**Ratio 10**= Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

**Ratio 11**= Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

## II – 2 LES BUDGETS ANNEXES

### 1 – Budget annexe de l'eau

#### Masses budgétaires

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes de fonctionnement	116 543	126 859	125 566	114 900	119 031	115 657
Dépenses de fonctionnement	0	3 690	5 556	9 145	2 582	2 875
dont intérêts de la dette	0	0	0	0	0	0
Recettes d'investissement	24 336	5 029	0	0	3 000	61 186
dont emprunts souscrits	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	5 635	28 574	3 100	68 563	219 783	283 904
dont capital de la dette	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600
dont P.P.I	3 363	22 478	1 250	56 631	181 819	236 319

#### Soldes financiers

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Epargne de gestion	116 543	123 169	120 009	105 755	116 449	112 782
Epargne brute	116 543	123 169	120 009	105 755	116 449	112 782
Epargne nette	114 943	121 569	118 409	104 155	114 849	111 182

#### Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Fonds de roulement en début d'exercice	18 171	153 414	253 039	369 948	407 140	306 806
Résultat de l'exercice	135 243	99 624	116 909	37 192	-100 334	-109 936
Fonds de roulement en fin d'exercice	153 414	253 039	369 948	484 838	306 806	196 870

#### Endettement

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Encours au 31 décembre	14 400	12 800	11 200	6 400	6 400	6 400
Ratio de désendettement	0,1 ans					

## Ventes et prestations

	Vente de produits finis et intermédiaires (art 701)	Autres ventes (autres articles chap. 70)
2 016	116 543	0
2 017	126 859	0
2 018	125 566	0
2 019	114 900	0
2 020	119 031	0
2 021	115 657	0

## 2 – Budget annexe de l'abattoir

### Masses budgétaires

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes de fonctionnement	19 924	22 690	22 128	22 227	24 086	22 763
Dépenses de fonctionnement	540	1 408	461	1 246	375	3 289
dont intérêts de la dette	574	537	499	458	416	371
Recettes d'investissement	22 363	0	11 639	0	0	1 927
dont emprunts souscrits	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	7 195	15 662	44 147	940	12 731	1 026
dont capital de la dette	823	860	899	940	982	1 026
dont P.P.I	6 372	14 802	43 248	0	11 749	0

### Soldes financiers

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Épargne de gestion	19 958	21 819	22 165	21 439	24 126	19 845
Épargne brute	19 384	21 282	21 667	20 981	23 711	19 474
Épargne nette	18 561	20 422	20 768	20 041	22 729	18 448

### Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Fonds de roulement en début d'exercice	-11 089	23 462	29 082	18 241	38 281	49 261
Résultat de l'exercice	34 552	5 620	-10 841	20 041	10 980	20 375
Fonds de roulement en fin d'exercice	23 462	29 083	18 241	38 319	49 261	69 636

### Endettement

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Encours au 31 décembre	11 914	11 054	10 154	9 205	9 205	9 205
Ratio de désendettement	0,6 ans	0,5 ans	0,5 ans	0,4 ans	0,4 ans	0,5 ans

## 3 – Budget annexe des locaux industriels et commerciaux

Le budget annexe des locaux industriels et commerciaux enregistre les recettes liées à l'occupation des locaux du **Pôle d'économie solidaire** (rue de Lorraine et rue Charles de Gaulle), de l'ancien site « **Heratherm** », rue du Petit Taillis. Ces recettes s'élèvent à **8 450 euros en 2021**. En section de fonctionnement, **14 955 €** ont été dépensés pour prendre en charge la **réparation de toitures** sur l'**Espace économique de la Bonne Source** et, en section d'investissement, **14 374 €** ont été investis sur le site **Hératherm**. Avec les résultats excédentaires de l'exercice 2020, l'**excédent global de l'exercice 2021** s'élève à **43 792 €**.

## 3<sup>ème</sup> partie

### ENJEUX DE L'ACTION MUNICIPALE ET ORIENTATIONS PLURIANNUELLES

#### 1) DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOLIDAIRE

*Le développement économique et l'emploi demeurent des priorités municipales. En la matière, malgré les circonstances liées à la crise sanitaire, 2021 a vu se concrétiser plusieurs projets économiques. Bénéficiant de la reprise et mobilisant les aides du Plan de relance, les entreprises locales continuent d'investir et de se moderniser. De même, avec l'implantation de nouvelles enseignes, le tissu commercial se renforce, confirmant ainsi l'attractivité d'Hirson.*

*En concertation avec la Communauté de communes des Trois-Rivières, la Municipalité favorise et amplifie ce mouvement, non seulement par la stimulation des investisseurs potentiels, mais également par la formation et l'insertion des demandeurs d'emploi, le renforcement de l'attractivité de la ville par la modernisation du cadre de vie, des équipements et des services publics.*

#### Soutien au développement des entreprises industrielles et artisanales

Ainsi spécialisée dans la fabrication de **garde-corps, d'escaliers, de marquises, de carports** et de **pergolas**, « **Orial** » poursuit son développement engagé depuis 2008. Avec **5 000 mètres carrés supplémentaires** en cours d'aménagement, dont un **bâtiment de 2 000 m<sup>2</sup>** destiné à la logistique et un autre **bâtiment de 3 000 m<sup>2</sup>** consacré au stockage des matériaux, cette société disposera au total de **18 000 m<sup>2</sup>** après avoir investi **4 millions d'euros** sur le **parc industriel de la Croix Blanche**, rue de Guise. Elle emploie désormais **150 salariés**, dont **110 en CDI** et **40** issus des **ESAT de Thiérache**.

Autre très bonne nouvelle, la construction d'une **nouvelle usine par le groupe « Barat Transports »** est aujourd'hui acquise. Sur un **terrain de 26 000 mètres carrés** proche de la Pénétrante, désenclavée, cette **nouvelle unité de 10 000 mètres carrés**, permettra à l'usine hirsonnaise, qui emploie une **cinquantaine de salariés**, de **poursuivre son développement, orienté à 60 % vers l'exportation**.

#### Abattoir municipal : poursuivre la modernisation des installations

Le soutien à l'**abattoir municipal hirsonnais** répond à **plusieurs enjeux**, parmi lesquels le **développement des circuits courts** dans la filière de **l'élevage en Thiérache**, la garantie donnée aux consommateurs de **circuits alimentaires de qualité** et la **préservation des huit emplois locaux** de la **Société d'Abattage Hirsonnais (SABHIR)**, délégataire de ce service public municipal.

Depuis cinq années, **l'activité de l'abattoir** connaît une **nette progression**. Pour rappel, le volume s'élevait à **466 tonnes** en 2014. Il atteint **698 tonnes** en 2021 (+ 49,78 %).

Depuis 1996, la Municipalité assure la **modernisation des installations** et répond ainsi à **l'évolution des exigences des contrôles sanitaires**. Ont déjà été effectués, notamment, la **réfection de la toiture**, le **changement des menuiseries extérieures**, **l'isolation intérieure**, **l'installation de nouveaux ventilateurs**, la **réfection des installations électriques** et la **pose d'une clôture extérieure**.

En 2021, ce **programme de modernisation** s'est poursuivi avec la **réfection de la porcherie et de la fumière**, pour un coût total de **22 896 € TTC**.

En 2022, sont programmées la réfection des **murs du local d'abattage des porcs et des moutons** et l'installation d'un **dispositif de vidéoprotection**, pour un coût prévisionnel total de **26 684 € TTC**. Par ailleurs, 2022 sera consacrée à l'engagement de la procédure de **renouvellement de la Délégation de Service Public** arrivée à échéance au 1<sup>er</sup> juillet 2023.

## Développement commercial : de la zone commerciale au centre-ville

Sur la **zone commerciale des Champs Elysées**, après les précédentes implantations des enseignes « **Cuisinella** », « **Action** » et « **Takko** » ; en 2021, ont été accueillis la **boulangerie « Marie Blachère »** et le **magasin de bricolage « Mon Brico »**. L'ouverture du **nouvel « Aldi »** préfigure **d'autres projets d'implantation** et confirme **l'attractivité croissante de cette zone commerciale**.

**En ville**, malgré les **aléas de la crise sanitaire**, de **nouvelles implantations commerciales** ont également vu le jour. **L'offre de restauration** s'est accrue avec, notamment, place Victor Hugo, la **réouverture de « L'Etoile de Paris »**, et avenue Mitterrand, l'ouverture du **restaurant « Kangoo's pizz' »**. Rue Charles de Gaulle, la création prochaine d'une **brasserie** dans l'ancien restaurant « **Le Capuçin gourmand** » confirme **l'attrait de la ville** pour de **nouveaux investisseurs**.

S'agissant du **commerce alimentaire et de détail**, rue du Petit Taillis, l'installation du **discounter « Au Bon marché »** répond à une demande des habitants du quartier.

Surtout, en 2022, la **galerie Charlemagne** connaîtra un **nouvel élan** avec l'installation d'un « **Carrefour City** », supérette d'une **surface totale de vente de 265 mètres carrés**, y occupant ainsi l'ensemble des cellules disponibles.

Enfin, dans les **anciens locaux de Leader Price**, place Carnot, retardée en raison de la crise sanitaire, l'ouverture de la **chaîne de sport « Basic Fit »**, est confirmée pour le printemps 2022.

## Lutte contre le chômage : Hirson reconnue « Cité de l'Emploi »

La **reprise économique** se traduit par la **dynamisation du marché de l'emploi**. Les **politiques de formation et d'insertion socioprofessionnelle** des demandeurs d'emploi constituent donc un **enjeu primordial** afin de lutter contre le chômage et de répondre aux **besoins des entreprises**.

Au **troisième trimestre 2021**, les **taux de chômage** s'élevaient à **8,1 % en France**, **9,7 % dans les Hauts-de-France**, **11,5 % dans l'Aisne** et **12,9 % dans le bassin d'emploi de Maubeuge** dont relève la Thiérache. Même si ces taux ont tous diminué, et sont **plus élevés sur la Sambre**, il n'en demeure pas moins que notre bassin d'emploi dépasse la moyenne nationale. En décembre 2021, **1 250 demandeurs d'emploi** étaient inscrits auprès de l'**Agence Pôle emploi d'Hirson**.

Corrélativement, après une hausse constatée en 2020, cette année, le **nombre de bénéficiaires du RSA** a diminué de **11,13 %** sur le **canton d'Hirson**, passant de **1 293 au 31 décembre 2020** à **1 149 au 31 décembre 2021**. Parmi ces bénéficiaires, **790 (68,75 %)** relèvent d'un **accompagnement professionnel** et **337 (29,32 %)** d'un **suivi social**. Sur la Ville d'Hirson, le nombre de bénéficiaires du RSA diminue de **12,16 %** passant de **863 à 758 foyers**.

Dans ce contexte, le **pôle d'économie solidaire** porté par le CCAS démontre à nouveau toute son utilité. Unique en Thiérache, il incarne la **volonté municipale de donner à chacun la possibilité d'être utile**, par son travail et par son engagement au service de la collectivité.

En 2022, avec les villes de **Fourmies** et de **Le Quesnoy**, Hirson bénéficiera du **dispositif « Cité de l'Emploi »** initié par l'Etat afin de **renforcer le service public de l'emploi** et donc **l'accompagnement des demandeurs d'emploi**.

## 2) TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

*Priorité du Plan de relance, la transition écologique a pour principal objectif la lutte contre le réchauffement climatique. Elle nécessite une réflexion permanente sur la réhabilitation et la modernisation des locaux, l'organisation des déplacements, la consommation des énergies, l'adaptation de l'habitat, l'utilisation des ressources naturelles et les limites de l'artificialisation des sols. La Municipalité s'investit donc dans la rénovation énergétique des bâtiments municipaux et de l'éclairage public, la résorption des friches urbaines, la création d'un écoquartier, le développement des mobilités douces et la préservation des ressources naturelles, dont, à titre principal, la gestion de l'eau et celle de la forêt communale riche de plus de cinq cents hectares.*

### Rénovation énergétique des bâtiments communaux

Au-delà de la nécessité de faire face aux **contraintes financières** liées à l'augmentation brutale des **coûts de l'énergie**, et notamment du **prix du gaz**, la **rénovation énergétique des bâtiments** s'impose, également, afin de **diminuer les consommations** et donc les **émissions de gaz à effet de serre**.

La Ville poursuivra donc ses travaux de **rénovation thermique des bâtiments municipaux**, engagés depuis 2020 dans le cadre des **Certificats d'Economie d'Énergie**, avec **l'isolation des caves et sous-sols**, des **combles** et le **calorifugeage des réseaux et chaufferies**.

Dans le cadre du **Plan de relance**, le **Foyer-restaurant des personnes âgées**, le **Centre Social et d'Animation Culturelle** et le **groupe scolaire Jean Zay** bénéficieront, cette année, du changement de toutes leurs **menuiseries extérieures**. Cette opération, dont le coût est estimé à **267 058 € HT**, est subventionnée à **80 %** par **l'Etat**, au titre de la **Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)**, et par la **Région Hauts-de-France**, au titre du **Fonds spécial de relance et de solidarité avec les territoires**.

Par ailleurs, seront également réalisées **l'isolation des toitures terrasses** et **l'installation de panneaux solaires** sur le **Foyer-restaurant des personnes âgées** et sur la **salle de la Tannerie**, tout en assurant, sur cet équipement sportif, le **changement des menuiseries extérieures**. Pour cette opération, dont le coût est estimé à **144 890 € HT**, sont sollicitées les subventions de **l'Etat**, à hauteur de **60 %** au titre de la **Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)**, et, pour le **Foyer-restaurant des personnes âgées**, du **Département de l'Aisne**, à hauteur de **20 %** au titre du **dispositif « Aisne Partenariat Investissement »**, et pour la **salle de la Tannerie**, de la **Région Hauts-de-France**, à hauteur de **20 %**, au titre de la **rénovation des équipements sportifs de proximité**.

## Économies d'énergie : un plan spécifique sur le chauffage

Aujourd'hui, **41 bâtiments communaux** sont chauffés, pour la plupart au **gaz de ville**. D'année en année, les **travaux d'isolation** effectués sur les différents immeubles ainsi que la **modernisation des installations de chauffage** ont permis de diminuer sensiblement le montant des **factures de fourniture de gaz**, passées de **234 725 €** en 2017 à **168 785 €** en 2021, soit une baisse de **28,09 %** en quatre ans.

A titre d'exemple, en 2021, à **l'école des Promenades**, le changement de la **chaudière** a permis une **diminution de 20 %** de la consommation de gaz. Néanmoins, depuis la **fin de l'année 2021**, comme dans toutes les autres collectivités, la Ville doit faire face à une **hausse brutale des prix du gaz**. Une première estimation de la **facture prévisionnelle 2022** s'élève à **487 000 €**.

Face à cette situation inédite, en étroite concertation avec la **société « Dalkia »**, gestionnaire du **contrat de chauffe** pour la **période 2017-2025**, la Ville d'Hirson engagera, dès cette année, un **plan d'économies de chauffage** décliné par bâtiment.

Parmi les **mesures envisagées**, au-delà de la poursuite de la **rénovation énergétique des bâtiments et de la modernisation des installations de chauffage**, sont notamment à l'étude une **meilleure régulation des températures**, par la pose systématique de **robinets thermostatiques**, **l'optimisation des plannings de chauffe**, le **renforcement du contrôle des températures**, ainsi que la **sensibilisation de tous les utilisateurs** des locaux municipaux, qu'ils soient permanents ou occasionnels.

## Rénovation de l'éclairage public

La **rénovation de l'éclairage public**, engagée avec la **pose de lampes à leds** et de **modulateurs de puissance**, sera poursuivie.

Après la réalisation des rues **Thiers, de la Paix, Williot, de la République** (du carrefour avec la rue Gambetta au carrefour avec la rue Henri Martin), **Lucien Gabel** et du **Chemin vert**, la pose d'ampoules à leds concernera les points lumineux de **l'avenue du Maréchal Joffre**, la rue **aux Loups**, l'avenue **de Verdun**, la rue **de Lorraine**, les **places Mermoz et de la République**. Soit, au total, un **programme de rénovation de 159 points d'éclairage public**. Pour cette opération éligible au **Plan de relance** et dont le coût global est estimé à **209 390 € HT**, une subvention au taux de **60 %** est sollicitée auprès de **l'Etat**, au titre de la **Dotations de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)**.

## Écoquartier de la Bonne Source : les premières études engagées

Appartenant au groupe des « **Aciéries de Paris et d'Outreau** » (A.P.O.), les **Aciéries d'Hirson** embauchaient, dans les **années 70**, **plus de 700 salariés**. Ce **site industriel** a donc marqué, non seulement **l'histoire du quartier de « La Bonne Source »**, mais également la **vie professionnelle de nombreux foyers hirsonnais**.

Depuis leur **fermeture en 1979**, les **initiatives de reconversion** des Aciéries ont été multiples. Dans les **années 80**, le **site de « La Bonne Source »** accueille **quelques P.M.E**, aujourd'hui disparues. Les locaux sont alors **acquis par la Ville**, dans l'objectif d'y créer **un pôle économique**. Ainsi naît le premier **site économique de « La Bonne Source »**. Dans les **bâtiments administratifs** s'installent, d'abord, une **Maison de la Formation**, puis, à partir de **mai 2000**, les services du **Centre Communal d'Action Sociale**. Dans une partie des **anciens ateliers** sont

accueillis, à nouveau, **quelques PME**, et depuis 2012, le **Pôle d'économie solidaire** géré par le CCAS et rassemblant aujourd'hui **trois chantiers** et **dix ateliers d'insertion**.

Représentant une **surface bâtie totale de 11 091 m<sup>2</sup>**, le site de « **La Bonne Source** n'est occupé qu'à concurrence de **4 973 m<sup>2</sup>** (soit 44,8 %), pour du **stockage de matériaux**, par des **entreprises locales**, les **Services techniques municipaux**, et pour les activités du **Pôle d'économie solidaire**. **6 118 m<sup>2</sup> de bâtiments** (55,2 %) sont **hors d'usage et à démolir**.

Prévu dans une **programmation pluriannuelle**, le **projet d'aménagement** poursuit **quatre objectifs** : **résorber et dépolluer une friche industrielle au cœur d'une zone d'habitat** ; **assurer l'extension et la diversification du Pôle d'économie solidaire**, avec notamment, la **création d'une ressourcerie** ; **préserver la mémoire industrielle du site**, avec **l'aménagement d'une salle à vocation patrimoniale et culturelle**, et, enfin, **construire un écoquartier**, avec la création de **nouveaux logements à énergie positive**.

Engagées cette année, les **études préalables obligatoires** portent sur le **relevé topographique** du site, la **pollution des sols** et la **structure des bâtiments**. Après l'organisation de la **participation des habitants**, dans le cadre **d'un atelier des territoires**, seront engagées la **démolition des bâtiments hors d'usage** et la **dépollution des terrains**, la **réhabilitation des bâtiments à sauvegarder** pour accueillir de nouvelles activités, **l'aménagement de l'espace patrimonial et culturel** et la **construction de l'écoquartier**.

Répondant aux **objectifs liés à la transition écologique**, ce projet de **résorption de friches industrielles** s'inscrit, non seulement dans le **Pacte 2 pour la réussite de la Sambre Avesnois Thiérache** et le **Contrat territorial de relance et de transition écologique (CRTE)** », mais, également, dans la **programmation de la convention « Petites Villes de Demain »** signée par la Ville d'Hirson le 26 avril 2021.

A ce titre, les **études préalables de lancement**, concernant donc le **relevé topographique du site**, la **pollution des sols** et la **structure des bâtiments**, dont le coût global est estimé à **34 989 € HT**, sont prises en charge à hauteur de **49 %** par la **Banque des Territoires**.

## **Mobilités douces : mise en œuvre du « Plan vélos »**

Toujours dans le cadre de la **transition écologique**, **l'usage du vélo** dans les déplacements quotidiens doit être encouragé et facilité. Par ailleurs, bénéficiant du passage de **l'Eurovéloroute 3** empruntant **l'ancien axe-vert** entre Guise et Hirson, Hirson constitue pour les **cyclotouristes**, en Thiérache, une « **aire d'accueil principale** », tant par la **présence de ses commerces** que par **l'attractivité touristique du site de Blangy**.

Intégré dans le **plan de relance territorial**, à vocation pluriannuelle, le « **Plan vélos** » prévoit par conséquent la **création de nouvelles pistes** ou de **bandes cyclables**, **l'installation d'équipements urbains**, la **pose de signalétiques** et la **création de zones 30**, afin de favoriser **l'usage du vélo** dans la ville.

En complément des **pistes cyclables** déjà existantes sur **l'avenue de Verdun**, le **parc de l'Épinette** et la **rue du Général Debeney**, ce plan a déjà permis la création d'une **bande cyclable rue du Petit-Taillis**, au niveau du **carrefour de la place Victor Hugo** et **rue Pasteur**. Des **supports de vélo** ont été installés **rue de la République**, **rue Charles de Gaulle**, **places Pasteur** et **Villemant**, à proximité des salles **Carpentier** et de la **Tannerie**, de **l'Espace France Services** et de la **Galerie Charlemagne**.

Cette année, le « **Plan Vélos** » sera poursuivi avec, notamment, l'aménagement d'une nouvelle **bande cyclable avenue Mitterrand**, la pose de **nouveaux supports vélos place de la Gare**, ainsi que la matérialisation des franchissements de **carrefours giratoires**.

## Forêt communale : poursuite du programme de régénération

Approuvé lors du Conseil municipal du 18 octobre 2021, pour la **période 2021-2040**, soumis au **régime forestier**, le **nouveau programme d'aménagement des 500,69 hectares** de la forêt communale intègre les **contraintes sanitaires**, qu'il s'agisse de la **chalarose du frêne** ou des **scolytes attaquant les épicéas**, la **régénération des essences**, la **préservation de la biodiversité**, notamment dans le cadre de la **Zone Spéciale de Conservation du réseau Natura 2000**, ou encore **l'accueil du public**.

En 2021, **8 parcelles d'un total de 66,62 hectares** ont été martelées dans la forêt communale aux titres des **coupes sanitaires dans les peuplements résineux** et **d'amélioration dans les peuplements feuillus**. Les **deux ventes de bois**, organisées en avril et en décembre ont permis d'obtenir des **recettes exceptionnelles**, à hauteur de **266 063 €**.

Outre les **plantations de régénération**, deux **places de dépôts** ont été créées au niveau du **camping de Blangy** pour un montant total de **47 277 €**.

Pour 2022, l'**Office National des Forêts** prévoit, notamment, des travaux de **reconstitution de la parcelle n° 12**, suite à **l'attaque de scolytes**, pour un montant de **34 816 €**, ainsi que la réfection du **Parcours de santé de Blangy**, pour un montant de **20 576 €**.

## Réseau d'eau potable : le diagnostic finalisé

En 2021, la Ville a confié à la **société « ECAA »** une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rédaction du **cahier des charges du diagnostic du réseau d'eau potable**, dont la réalisation conditionne désormais les **aides financières de l'Agence de l'Eau Seine Normandie**. Financé à hauteur **50 %** par l'Agence, le coût de cette mission s'est élevé à **12 000 € HT**.

Réalisé par la société **« BFie »**, le diagnostic, d'un montant de **78 400 € HT**, a également été financé par **l'Agence de l'Eau**, à hauteur de **80 %**.

Selon les **premières conclusions** de cette étude, dans les prochaines années, seront à engager le **traitement de la turbidité**, à partir du **captage des sources de La Hérie**, la **réhabilitation du réservoir de Macquenoise**, le **renouvellement des conduites** suivant un **plan de hiérarchisation des tronçons**, ainsi que la **mise en conformité des clôtures des ouvrages**.

L'étude diagnostic préconise également **l'interconnexion des réseaux entre Hirson et Saint-Michel**, compte tenu, d'une part, des **capacités de production de la Ville d'Hirson** et, d'autre part, de la **nécessité de sécuriser l'alimentation en eau sur Saint-Michel**, après des **problèmes de turbidité récurrents**.

Par ailleurs, les prochains mois seront consacrés à la préparation du **renouvellement de la Délégation de Service Public du service de l'eau**, dont l'échéance est fixée au 2 janvier 2023. A cette fin, la Ville sollicitera une **assistance à maîtrise d'ouvrage**.

Enfin, il est précisé que, conformément à la **loi NOTRe du 7 août 2015**, la compétence du service de l'eau potable sera transférée de plein droit à la **Communauté de communes des Trois-Rivières** au plus tard le **1<sup>er</sup> janvier 2026**.

### 3) TRAVAUX, URBANISME ET CADRE DE VIE

*L'amélioration du cadre de vie urbain et l'embellissement de la ville demeurent au cœur des préoccupations municipales, tout comme de nos concitoyens. Un **urbanisme rénové** concourt à l'attractivité de la ville et au bien-être de ses habitants. Chaque année, la Municipalité améliore donc la **qualité du fleurissement**, s'attache à **valoriser les espaces publics**, dont, notamment le **Parc des Gradins**, engage un **programme de travaux de voirie** et de **résorption des friches urbaines**. Dans le cadre de la convention « **Petites Villes de Demain** », la **rénovation du centre-ville** et la **requalification du quartier de gare** constituent, également, des priorités de l'aménagement urbain.*

#### Fleurissement, valorisation et entretien des espaces publics

Lors de sa visite du 8 septembre 2021, en conservant à Hirson sa **3<sup>e</sup> fleur**, le **jury régional des villes et villages fleuris** a reconnu la **qualité du fleurissement municipal**.

Progressivement, toujours dans un **objectif de développement durable**, les **espaces verts** se transforment avec l'**implantation d'espèces végétales** plus résistantes à l'eau et à la **sécheresse**. Après les massifs des **places Mermoz** et de **la République**, cette année, ceux de la **place de la Victoire** seront rénovés.

Par ailleurs, la Municipalité s'est également engagée dans le cadre du **plan « Un million d'arbres »** initié par la **Région Hauts-de-France**. A ce titre, une **première plantation en alignement de 25 charmes** a été effectuée sur la **ZAC Le Taillis**.

Enfin, pour la **quatrième année consécutive**, dans le cadre de la **Charte pour l'entretien des espaces publics et naturels**, les Services techniques, les chantiers et ateliers d'insertion du CCAS ont assuré l'entretien de près de **110 kilomètres de trottoirs et de caniveaux**. Associant les riverains, chaque mercredi de mai à octobre, cette **opération citoyenne** permet de **désherber chaque rue** grâce à des **techniques alternatives** : binettes, désherbeurs thermiques, mono brosse mécanique, etc. Elle sera renouvelée cette année.

#### Travaux de voirie : le programme 2022

En 2021, le **programme des travaux de voirie** a, notamment, permis la rénovation complète des **rues Gustave Williot** et de **la Paix**. En 2022, afin de tenir compte des **demandes des riverains**, ce programme sera consacré à des **aménagements de sécurité routière**, destinés à **réduire la vitesse** dans les **rues de Guise**, du **Plain** et de **Saint-Michel**.

En outre, dans le cadre des **travaux en régie**, après, en 2021, la **réfection de trottoirs** avenue **Joffre**, rues **Racine** et **Paul Chassagne**, la **création de places de parkings supplémentaires** à proximité de la **galerie Charlemagne** et la **réalisation de purges** aux abords de **l'Île Verte**, sera engagée, cette année, notamment, la **réfection de trottoirs** impasse **Douvin** et rue du **Hautbert**.

#### Résorption des friches et aménagement des espaces urbains

Engagée depuis quelques années, l'**acquisition d'immeubles insalubres** ou à l'état d'**abandon manifeste** sera poursuivie en 2022. Destinée également à **lutter contre les marchands de sommeil**, cette opération s'inscrit dans l'**aménagement paysager et piétonnier des berges de l'Oise**, tout en créant des **places de stationnement supplémentaires**, toujours nécessaires en centre-ville.

Seront donc engagées l'**acquisition** et la **démolition** des maisons situées **16 rue Alexandre Dumas** et **34 rue du 8 mai 1945**. Sur le **premier site**, après la démolition de l'habitation située en **bordure de l'Oise**, seront créés un **espace paysager** et des **places de parking supplémentaires**. Sur le **second site**, la démolition de la maison sise 34 rue du 8 mai 1945 et celle de l'immeuble contigu, **36 rue du 8 mai 1945**, appartenant déjà à la ville, amélioreront la **sécurité** et la **visibilité** des usagers du carrefour situé entre la **rue du 8 mai 1945** et les **rues Brisset** et **Alexandre Dumas**.

Incluses dans le périmètre du quartier « **Champ Roland – Bords de l'Oise** », éligible à la **politique de la ville**, ces deux opérations, dont les coûts sont estimés à **133 785 € HT**, peuvent être subventionnées, à hauteur de **30 291 €**, par la Région au titre de sa participation annuelle aux **opérations d'investissement** dans les quartiers éligibles à la politique de la ville, et à hauteur de **20 %**, par le **Conseil départemental** au titre du **dispositif « Aisne Partenariat Investissement »**.

## Modernisation du parc urbain des Gradins

**Poumon vert** au cœur de la ville, le **Parc des Gradins** bénéficiera, cette année, d'une réhabilitation totale. Elle se concrétisera par la **création d'une aire de jeux** et d'une **station extérieure de fitness**, la pose de **nouveaux mobiliers urbains**, la **remise en état des cheminements** et **murs de soutènement**, la **réfection des clôtures** et **des portails**, la **réhabilitation de l'éclairage public** et la **requalification des espaces paysagers**.

Cette opération, réalisée en partie en régie par les **Services techniques municipaux**, et dont le **coût global** est estimé à **247 421 € HT**, bénéficie d'une **subvention de l'Etat**, au titre de la **Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (D.E.T.R.)**, à hauteur de **55 %**, et de l'aide de la **Région Hauts-de-France**, au titre de sa participation annuelle au **Contrat de ville**, dans la limite de **30 291 €**.

## Redynamisation du centre-ville

Lauréate depuis 2019 de l'appel à projets lancé par la **Région Hauts-de-France** sur la **redynamisation des centres-villes et des centres-bourgs**, et donc bénéficiaire des financements liés à ce programme, la Municipalité a engagé la **modernisation de son centre-ville**.

2021 a vu se finaliser l'**aménagement paysager du carrefour de la place Victor Hugo**. De l'avis général, la **création du giratoire**, le **nouveau plan de circulation**, l'implantation de **nouveaux espaces piétonniers** et d'une **piste cyclable**, la **réfection de l'éclairage public**, la réalisation de la **fresque La Fontaine**, donnent une **image plus moderne du centre-ville**.

Afin de poursuivre ce programme, en 2022, seront engagées les études préalables nécessaires, d'une part, à la **renovation des places Villemant, Pasteur et Décamp**, et d'autre part, à la **valorisation des berges de l'Oise**, consécutive à la **résorption des friches urbaines** des rues **Alexandre Dumas** et du **8 mai 1945**.

Grâce au programme « **Petites Villes de Demain** », la prise en charge de ces études, dont le coût global est estimé à **24 400 € HT**, sera sollicitée à hauteur de **50 %** auprès de la **Banque des Territoires**.

## Convention « Petites Villes de Demain » : les premières actions

Signée le 27 avril 2021 avec l'Etat, le Département, le PETR de Thiérache, la Communauté de communes des Trois Rivières et la Banque des Territoires, la convention « Petites Villes de Demain » verra engagé un **programme d'actions** déclinées dans une **Opération de Revitalisation du Territoire**, à finaliser dans un délai de 18 mois, soit au plus tard le 27 octobre 2022.

D'ores et déjà, sous l'impulsion du **chef de projet** recruté depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2021, de l'**équipe-projet** et du **Comité de projet** réuni le 24 février 2022, **plusieurs actions concrètes** sont proposées.

A court terme, afin de **revaloriser le centre-ville**, un programme de **dépose des anciennes enseignes commerciales** et de pose de **vitrauphanies** sur les anciennes vitrines sera mis en œuvre. Du **nouveau mobilier urbain** sera installé aux abords des commerces. A moyen terme, en lien avec la Communauté de communes des Trois-Rivières, une **opération de rénovation des façades des commerces** sera proposée. Afin de **lutter contre les marchands de sommeil**, le **permis de diviser**, puis, le **permis de louer** seront instaurés. Afin de mieux **maîtriser l'offre commerciale**, la mise en œuvre du **droit de préemption commerciale** sera également étudiée.

En outre, au-delà des **financements spécifiques** mobilisables, le programme « Petites Villes de Demain » permet de bénéficier de **plusieurs accompagnements**, dont, notamment, un **diagnostic de sécurité** proposé par la **Gendarmerie nationale**, et une **mission d'accompagnement au management de projets** proposée et financée par la **Banque des Territoires**.

## Quartier de la gare et avenue Mitterrand : un programme global de rénovation

Après, en 2021, la **rénovation et l'extension** de la **résidence Thierry Sabine**, d'un montant de **1,2 million d'euros** investis par **Clésence**, la **démolition de l'ancien bar « Le Z'aisne »** et **l'aménagement d'une aire de covoiturage** équipée de **bornes électriques**, pour un coût de **185 429 € HT**, subventionné à hauteur de **61,67 %** par l'Etat et par la **Région Hauts-de-France**, le **quartier de la gare** poursuit sa métamorphose.

Cette année, la **modernisation de l'avenue François Mitterrand** sera engagée, avec, notamment, la réfection du **réseau d'eau potable**, de la **chaussée** et des **trottoirs**, la **création d'une bande cyclable** et la **requalification des espaces verts**. Une attention particulière sera portée au **traitement des eaux de pluie**, notamment par la **désimperméabilisation** des **places de stationnement**.

Dès l'automne, seront d'abord réalisés les **travaux de renouvellement du réseau d'eau potable**, dont le coût est estimé à **127 000 € HT**. Début 2023, les **travaux de voirie et d'espaces verts** seront engagés, pour un montant prévisionnel de **456 425 € HT**, avec des subventions sollicitées auprès de la **Région** et du **Département**, au titre du dispositif « **Aisne Partenariat Voirie** ».

## 4) LOGEMENT

*Dans un contexte de **reprise économique** et de **dynamisation du marché immobilier**, la politique du logement passe, notamment, par la **modernisation du parc de logement**, **l'accompagnement des propriétaires** dans les rénovations, la **diversification de l'offre**, la **lutte contre les marchands de sommeil** et la **résorption des passoires thermiques**.*

## Marché immobilier : un dynamisme confirmé

Déjà constaté en 2020, le **dynamisme du marché immobilier hirsonnais** s'est confirmé en 2021. De **nombreux investisseurs** continuent d'acquérir des biens sur la ville. En témoigne l'évolution du nombre de **déclarations d'intentions d'aliéner (DIA)** enregistrées en mairie, passées de **138 en 2018 à 215 en 2021**.

Le renouvellement, pour une durée de cinq ans, du **Programme d'Intérêt Général**, assorti d'une **Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Revitalisation Urbaine (OPAH -RU)** ne peut que favoriser cette évolution positive.

A Hirson, le **périmètre de l'OPAH-RU**, concerne, d'une part, des **secteurs à enjeux concentrés**, regroupant des immeubles dont le bâti **ancien et dégradé** nécessite de gros travaux (rue d'Alsace, avenue Mitterrand, rue Charles de Gaulle, de Vervins, de la République, quartiers de la Verrerie et des Champs-Élysées), et d'autre part, des **secteurs à enjeux diffus**, dont l'habitat plus récent, constitué de tissus pavillonnaires **construits après 1950**, nécessite principalement des **travaux d'isolation énergétique**. Il s'agit plus particulièrement des bords de l'Oise, de l'avenue du Maréchal Joffre, de la Futaie, des rues Gambetta et de Saint-Michel.

Pour rappel, dans cette opération, la **commune d'Hirson** bonifie les subventions de l'**ANAH** et de la **Communauté de communes des Trois Rivières** accordées **aux propriétaires occupants ou bailleurs** désirant moderniser leur logement, dans la double limite d'une **enveloppe de 113 225 €** et de **51 logements réhabilités sur cinq ans**.

## La modernisation du parc de logements de l'Office Public de l'Habitat

L'engagement de l'**Office Public de l'Habitat** mérite d'être souligné. La **modernisation** et la **diversification du parc de logement** se poursuivront en 2022. Premier partenaire de la Ville, l'**Office Public de l'Habitat de l'Aisne** a engagé un **lourd programme de restructuration de son parc**. En cours de réalisation, la **rénovation thermique** des résidences du **Jeu de Battoir** et de la rue **Henri Martin** sera suivie par celle des résidences **Léon Blum** et **Caprioli**.

Sur la **ZAC Le Taillis**, après la prochaine démolition de l'**Alouette**, la **Fauvette** et la **Mésange**, trois immeubles ne correspondant plus aujourd'hui aux attentes des locataires, l'**OPH de l'Aisne** engagera la **construction de dix pavillons de plain-pied**.

## La création de logements dans l'ex-Buffer de la gare

Engagé depuis 2018 avec le **soutien de l'Etat**, le projet de **réhabilitation de l'ancien Buffet de la gare d'Hirson**, en vue de la **création d'une résidence sociale**, s'appuie sur un **partenariat** entre l'**Office Public de l'Habitat de l'Aisne**, en tant que maître d'ouvrage, et l'**association COALLIA**, en qualité de gestionnaire de ces futurs logements.

Toujours propriétaire des locaux, la **SNCF** a confirmé à l'**OPAH** son engagement à les lui céder, au prix fixé par l'estimation des Domaines, soit **69 000 € pour une surface totale de 230 m<sup>2</sup>**. L'**OPAH** a également confirmé son intérêt à réaliser cette opération, après avoir obtenu, par **arrêté préfectoral du 14 octobre 2021**, les **crédits PLAI** de l'**Etat** nécessaires à son engagement.

Inscrit dans la convention « **Petites Villes de Demain** », ce projet constitue un **levier supplémentaire** dans le **programme global de rénovation du quartier de la gare**, comprenant, notamment, la modernisation et l'extension de la **Maison-relais Thierry Sabine**, la création d'une **aire de covoiturage**, aujourd'hui réalisées, les prochaines ouvertures de la **Maison de santé pluriprofessionnelle** et du **Tiers-lieu numérique**, ainsi que la **requalification de l'espace urbain**.

## Logements communaux : la poursuite du plan de rénovation

Engagé depuis 2019 et réalisé en régie par les Services techniques municipaux, le **programme pluriannuel de réfection des logements communaux** a pour objectif de valoriser ce patrimoine communal, notamment par la **mise en location des logements vacants**. A titre indicatif, le **montant des loyers encaissés par la Ville** est passé de **48 032 €** en 2018 à **55 694 €** en 2022, soit une progression de **15,95 %**.

Après la réfection des **deux logements** de l'école **Charles Clément**, de ceux des **écoles des Promenades, Clemenceau et Jean Jaurès**, 2021 fut consacrée à la rénovation de **trois appartements** sur le groupe scolaire **Jean Zay**.

En 2022, ce programme sera complété par la **réfection du logement de fonction de l'école Jean Jaurès**. En outre, l'acquisition de **l'ex-résidence du Val d'Oise** permettra à la Municipalité d'y aménager **six nouveaux logements communaux** destinés aux gendarmes affectés à Hirson.

## Lutte contre les marchands de sommeil : un partenariat renouvelé avec la CAF

La **lutte contre l'habitat indigne** et **contre l'insalubrité du parc locatif privé** demeure une **priorité de l'action municipale** en faveur du logement. Dans cet objectif, depuis 2018, la Ville d'Hirson a signé avec la **Caisse d'Allocations Familiales de l'Aisne** une **convention de partenariat** instaurant un **dispositif de lutte contre l'indécence des logements**.

Concrètement, le **Service Logement de la Ville d'Hirson** réalise des diagnostics afin de vérifier le respect des **critères de décence des habitations**. Les constats qu'il formule sur l'état des logements sont transmis à la CAF, qui, le cas échéant, peut suspendre le **versement de l'allocation logement**.

Entre 2018 et 2022, **135 visites initiales de logements** ont ainsi été réalisées. Des travaux ont été prescrits dans **43 logements**. **20 mesures de conservation de l'allocation logement** ont été prises par la CAF.

Dans le cadre du renouvellement de cette convention, au titre de l'année 2022, la **Caisse d'Allocations Familiales** s'engage à accorder à la Ville d'Hirson, un financement de **100 € par diagnostic-constat** et de **50 € par diagnostic-constat de mise aux normes**, dans la limite de **40 logements contrôlés**.

## 5) SERVICES PUBLICS

*La **présence, la proximité et l'accessibilité** des **services publics** contribuent, sans aucun doute, au **bien-être** des habitants. La Municipalité s'attache donc, non seulement à **moderniser ses propres équipements**, mais, également, à **faciliter le déploiement de nouveaux services**. Après les ouvertures de la **Microfolie** en 2019, de **l'Espace France Services** en 2020 et du **Campus connecté** en 2021, 2022 permettra d'engager l'aménagement de **l'ex-résidence du Val d'Oise** pour l'installation des **services de la mairie**.*

## Une nouvelle mairie dans l'ex-résidence du Val d'Oise

Situés 80 rue Charles de Gaulle, les locaux actuels de la **Mairie d'Hirson** et de son annexe ne sont **plus adaptés à l'évolution des besoins** et ne respectent pas les **règles d'accessibilité** aux personnes en situation de handicap.

Décidée par délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2021, l'**acquisition de l'ancienne résidence du Val d'Oise** en vue d'y installer les **Services municipaux** modernisera, non seulement, **les conditions d'accueil du public** et **les conditions de travail des agents municipaux**, mais, également, elle contribuera à la **revitalisation du centre-ville**.

Acquise au prix exceptionnel de **400 000 euros**, construite en 1990, la **résidence du Val d'Oise** demeure dans un **état remarquable** et offre, sur **quatre niveaux équipés d'ascenseurs**, une **surface totale utilisable de 2 193 m<sup>2</sup>**.

Comprenant l'**acquisition**, l'**étude** et les **travaux d'aménagement**, cette opération dont le coût global est estimé à **1 062 298 € HT**, fait appel aux subventions, d'une part, de l'**Etat**, à hauteur de **40 %**, au titre de l'enveloppe du **Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT)** dédiée au **Pacte Sambre Avesnois Thiérache**, et d'autre part, de la **Région Hauts-de-France**, à hauteur de **30 %**.

## « Espace France Services » : un nouveau service public de proximité

Ouvert depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020, l'**Espace France Services** situé place Décamp, offre une réponse efficace aux **attentes des usagers**, parfois démunis face à la **dématérialisation des services publics**.

Outre l'antenne locale de la **Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Aisne**, l'**Espace France Services** accueille pas moins de **18 permanences de services publics ou d'associations**, parmi lesquelles les **audiences délocalisées du délégué du Procureur de la République**, le **Conciliateur de justice**, « **France Victimes** », la **Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse**, le **Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation**, le **Service de Contrôle Judiciaire et d'Enquête**, **SOLHA 02**, l'**Atelier Santé Ville**, la **Maison de l'Europe**, l'**Entreprise temporaire d'Insertion « SER'INS »**, **Cap Emploi 02**, la **Mutuelle Générale de l'Education Nationale (MGEN)**, la **mutuelle Just**, la **CARSAT**, l'**UDAF** et « **Famille Toujours** ».

En 2021, les **deux agents municipaux** affectés à l'**Espace France Service** ont accueilli **3 099 usagers** et **3 225** ont été reçus par la **CPAM**. **2 876 personnes** ont bénéficié des permanences des différents organismes. Soit au total, **9 200 usagers** accueillis.

Sur le plan budgétaire, le coût de fonctionnement de cette structure bénéficie d'une **aide de l'Etat** de **30 000 € par an**.

## Agence postale communale : de nouvelles perspectives

Ouverte depuis 1997, dans le cadre d'une **convention de prestation de service signée avec « La Poste »**, l'**agence postale communale d'Hirson Mermoz** située 146, rue Charles de Gaulle, constitue un **service public de proximité** toujours apprécié. En 2021, **4 710 usagers** y ont été reçus, contre **4 201** l'année précédente.

Aujourd'hui, les locaux de l'Agence postale ne sont **plus adaptés** aux attentes du public. **Non accessibles aux personnes en situation de handicap**, ils nécessitent de surcroît une **réfection globale intérieure et extérieure**. Engagée en 2021, l'étude de maîtrise d'œuvre estime le **montant des travaux** de mise aux normes à plus de **100 000 € HT**.

## Maison de santé pluriprofessionnelle : l'ouverture cet automne

Face à des **indicateurs sanitaires** toujours défavorables, le **renforcement de l'offre d'accès aux soins** constitue l'une des priorités du **Pacte 2 Sambre Avesnois Thiérache**.

Outre la **mise en réseau des hôpitaux d'Hirson, Le Nouvion et Vervins (HiNoVe)**, en vue de **l'élaboration d'un projet de santé commun**, et la réflexion engagée sur la **mise en œuvre d'un réseau ville-hôpital**, la création de la **Maison de santé pluriprofessionnelle d'Hirson** répond à cet objectif.

Sous la maîtrise d'ouvrage de la **Communauté de communes des Trois Rivières**, la construction de ce **nouvel équipement de proximité** a débuté en mars 2021 et s'achèvera à l'automne 2022.

Grâce à un investissement total de **3,4 millions d'euros**, **1 346 m<sup>2</sup>** seront ainsi mis à la disposition des **onze professionnels de santé** attendus.

## Une nouvelle Unité Territoriale d'Action Sociale

En entrée de la rue de Guise, le **Département** a finalisé l'important chantier de construction de la **nouvelle Unité Territoriale d'Action Sociale (UTAS)**. Avec un investissement de **2,8 millions d'euros**, **1 200 m<sup>2</sup> de bureaux** sont mis à la disposition des travailleurs sociaux du Département.

Corrélativement, la **Fondation Savart** a fait l'acquisition auprès du Département des anciens locaux de l'UTAS, situés **rue aux Loups**, afin d'y installer son **Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS)** et son **Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD)**.

## 6) ÉDUCATION, ENFANCE ET JEUNESSE

*Depuis la rentrée scolaire 2021, 2 523 élèves sont scolarisés à Hirson. Le premier degré compte 886 élèves, parmi lesquels 718 dans les écoles publiques de la ville, dont 260 en maternelle et 458 en élémentaire, et 168 élèves à l'Enfant-Jésus. Le second degré accueille 509 élèves au collège Cobast, 155 au collège de l'Enfant-Jésus et 973 au Lycée Joliot-Curie.*

*Comme chaque année, la Municipalité poursuit son programme de modernisation des écoles. En maintenant la semaine de quatre jours et demi de cours, assortie des Temps d'Activités péri-éducatifs variés et gratuits, en développant un service de restauration scolaire de qualité, elle continue de privilégier l'intérêt de l'enfant.*

*En matière d'enfance et de jeunesse, l'année 2022 sera notamment marquée par l'évolution du partenariat avec la CAF de l'Aisne, dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention Territoriale Globale, succédant au Contrat Enfance Jeunesse.*

*Enfin, l'année 2022 verra se poursuivre le développement du campus connecté.*

## Le programme des travaux scolaires 2022

En 2022, le **programme des travaux scolaires** prévoit le **remplacement de menuiseries** dans l'école **Clemenceau**, l'**occultation de salles de classes**, de **dortoirs** et de **salles de motricité** sur l'ensemble des écoles de la ville, la **réfection des toitures** des écoles **Jean-Jaurès**, **Jean Zay 1**, **Charles Clément** et du **Champ Roland**. En outre, dans le cadre des **travaux en régie** effectués

par les **Services techniques municipaux**, est également prévue la **réfection du préau de l'école Charles Clément**.

Pour la réalisation de ce programme, dont le coût global est estimé à **110 331 € HT**, des subventions sont sollicitées à hauteur de **50 %** auprès de **l'Etat**, au titre de la **Dotations d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR)**, et à hauteur de **20 %** auprès du **Département**, au titre du **dispositif « Aisne Partenariat Investissement »**.

## **Restauration scolaire : garantir l'accessibilité et la qualité du service**

Depuis 1995, la Municipalité fait de **l'accessibilité** et de la **qualité de la restauration scolaire** deux des **priorités de son action éducative**. Le **Restaurant municipal scolaire** produit quotidiennement plus de **560 repas de qualité, équilibrés** et constitués de denrées privilégiant, de plus en plus, le **recours aux circuits courts**.

Outre les **dix points de restauration** créés dans chaque école et encadrés par des **animateurs diplômés**, le **service public de la restauration scolaire** poursuit son **extension aux communes voisines**.

En 2021, pas moins de **77 788 repas** ont été servis dans les **sept établissements scolaires hironnais** ainsi qu'auprès des écoles des communes **d'Any-Martin-Rieux, Aubenton Brunehamel, Buire, Martigny, Mondrepuis, Neuve-Maison, Origny-en-Thiérache, Watigny**, des regroupements scolaires **Effry-Wimy-Ohis-Luzoir et Bucilly-Landouzy-La Hérie-Eparcy**.

Afin de s'ouvrir le plus largement possible aux **familles les plus modestes**, depuis le **1<sup>er</sup> novembre 2021**, dans le cadre de la **stratégie nationale de lutte contre la pauvreté**, la Municipalité applique une **tarification sociale de la restauration scolaire**, se traduisant par des **repas facturés à partir d'un euro**, en fonction des **ressources de la famille**.

En 2021, un **programme global d'investissement de 33 600 € HT** a été réalisé avec **l'acquisition de matériels de restauration collective**, exceptionnellement **financé à 100 %** dans le cadre du **Plan « France Relance »**.

Cette année, le service bénéficiera de **deux nouveaux véhicules de transport de repas**, mutualisés avec le service de **portage de repas à domicile** pour les personnes âgées. Pour cette opération, dont le coût est estimé à **61 826 € HT**, sont sollicitées les subventions de **l'Etat**, à hauteur de **50 %**, au titre de la **Dotations d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR)**, et du **Département de l'Aisne**, à hauteur de **20 %** au titre du **dispositif « Aisne Partenariat Investissement »**.

## **Partenariat avec la CAF : du Contrat Enfance Jeunesse à la Convention Territoriale Globale**

Signée avec la **Communauté de communes des Trois-Rivières** et la **Caisse d'Allocations Familiales de l'Aisne**, le 25 février, la **Convention Territoriale Globale (CTG)** a pour objectif de **renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions** menées en matière de **petite enfance, d'enfance et jeunesse, de soutien à la parentalité, d'animation de la vie sociale, de logement et d'accès aux droits**.

Adossée à un **diagnostic partagé**, cette convention repérera également **les besoins et les enjeux du territoire** afin de développer un **plan d'actions adapté** dans le cadre d'une **programmation pluriannuelle**.

Pour ce qui concerne la Ville d'Hirson, la **Convention Territoriale Globale** prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Elle se substitue au **Contrat Enfance Jeunesse (CEJ)**, signé avec la CAF en 2007, et, depuis **renouvelé à trois reprises** en 2011, 2015 et 2019.

Les **actions financées** sont spécifiquement **liées aux fonctions d'accueil et de pilotage**. Sont ainsi pris en compte les services de la **Maison de la Petite Enfance**, comprenant le **Multi-Accueil**, le **Relais d'Assistants Maternelles**, le **Lieu d'Accueil Enfants-Parents** ; les **accueils périscolaires** ; les **Accueils de Loisirs Sans Hébergement** ; les « **séjours jeunes** » et les **stages à dominante sportive**, ou encore la **ludothèque**.

D'ores et déjà, la signature de la CTG donne accès aux **nouveaux financements** de la **Caisse Nationale d'Allocations Familiales**, instaurés dans le cadre du « **Plan Rebond Petite Enfance** » initié en avril 2021, dont notamment un **bonus de 11 000 € par an** sur la **prestation de service du multi-accueil** de la **Maison de la Petite Enfance**.

Enfin, sur la forme, il est précisé que la **nouvelle réglementation de la CAF** prévoit que ses **prestations de service** sont **versées directement aux gestionnaires des services** et non plus par l'intermédiaire de la collectivité signataire de la convention.

## **Maison de la Petite Enfance : évolution des prestations du multi-accueil**

Ouverte depuis le 2 décembre 2008, la **Maison de la Petite Enfance « Le Petit Prince »** réunit un **multi-accueil de 25 places**, réservé aux enfants de moins de six ans, un **Relais assistantes maternelles** et un **Lieu d'Accueil Enfants Parents**.

Géré par le **Centre Social et d'Animation Culturelle**, cet équipement est financé par la **Caisse d'Allocations Familiales**, au titre de la **prestation de service unique**, par la **Ville d'Hirson**, au titre de sa **subvention annuelle**, et par les **familles**, au titre de leurs **participations aux frais d'accueil**.

Cette année, la mise en place de la **Convention Territoriale Globale** se traduira par l'**évolution des prestations** proposées par le multi-accueil. La **fourniture des repas et des couches** sera également **incluse dans la prestation de service** proposée.

Le **coût de ce service supplémentaire**, déduction faite du bonus accordé par la CAF, est évalué à **37 000 € par an**.

## **« Campus connecté » : une première année prometteuse**

Ouvert depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2021, dans les locaux rénovés du **Centre d'Information et d'Orientation**, rue du Jeu de Battoir, le **campus connecté** constitue une **réelle avancée** pour faciliter l'**accès des jeunes aux études supérieures**.

Depuis la rentrée, accompagnées par une **tutrice de proximité**, **onze étudiantes** y sont inscrites et poursuivent des **cursus de formation diversifiés**, allant du BTS au Master.

Pour la mise en œuvre de ce service innovant, la Ville bénéficie d'un financement de la **Banque des Territoires** de **300 000 € sur 5 ans**, dont **50 000 €** à reverser à l'**Université de Technologie de Compiègne (UTC)**, partenaire de l'opération.

## 7) ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET VIE SPORTIVE

*Hirson est une **ville sportive** ! Au-delà de ce constat, établi au vu des **1 971 licenciés** inscrits dans les **21 clubs sportifs** de l'**Office Municipal des Sports**, cette réalité repose sur une **forte volonté municipale de développer les équipements et d'élargir la pratique sportive** au plus grand nombre.*

*Engagé depuis l'automne 2021, le vaste chantier de mise aux normes du **stade Léo Lagrange** se poursuit. Les **réfections des courts extérieurs de tennis, de la salle de la Tannerie et du Parcours de santé de Blangy** seront également réalisées cette année.*

*Initiées en 2021, l'**école municipale du sport** et l'**organisation de stages sportifs** contribuent, tout autant, à développer la **pratique sportive** auprès des plus jeunes.*

### **Stade Léo Lagrange : finalisation du chantier à l'automne 2022**

Débutée en octobre 2021, pour une durée prévisionnelle d'une année, la **modernisation du stade Léo Lagrange** passe par la **refonte, la mise aux normes de la pelouse, l'éclairage de l'aire de jeu, la réfection totale des vestiaires** et de la **couverture de la tribune du stade**.

Phasée sur deux exercices budgétaires, cette opération, dont le coût s'établit à **1 511 004 € HT**, bénéficie des subventions de l'**Etat**, à hauteur de **450 000 € (29,79 %)**, au titre de la **Dotations d'Équipement des Territoires Ruraux**, de la **Région**, à hauteur de **207 486 € (13,73 %)**, au titre de la **PRADET**, et du **Département**, à hauteur de **225 094 € (14,89 %)** au titre du dispositif **Aisne Partenariat Investissement**.

### **Salle de la Tannerie : une première phase de travaux d'isolation**

Accueillant un **dojo** et une **salle de boxe**, la **salle de la Tannerie** fera l'objet d'une **rénovation énergétique** avec le **changement des menuiseries extérieures, la réfection de la toiture terrasse et la pose de panneaux solaires**.

Pour cette opération, dont le coût global est estimé à **65 509 € HT**, sont sollicitées les subventions de l'**Etat**, à hauteur de **60 %**, au titre de la **Dotations de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)**, et de la **Région**, à hauteur de **20 %**, au titre de la **rénovation des équipements sportifs de proximité**.

Cette **première phase de travaux** se poursuivra avec une **isolation par l'extérieur et la réfection des façades et pignons** donnant un **nouvel éclat** à cette **salle de sport emblématique** de la vie sportive hirsonnaise.

### **Courts de tennis extérieurs : la rénovation programmée**

Depuis le 2 mars 2021, le **Tennis Club de Buire** a modifié ses statuts pour devenir le « **Tennis Club Buire-Hirson** ». Son adhésion à l'**Office municipal des Sports d'Hirson** est effective. Cette extension de l'activité du club nécessite, au-delà de l'utilisation des **courts couverts** du **Complexe sportif de Buire**, la mise à disposition des **courts extérieurs de tennis d'Hirson**.

Situés rue du Plain à Hirson, face au **gymnase Dropsy**, ces trois courts de tennis ne sont plus utilisables. Leur **réhabilitation totale** favorisera le **développement de l'école de tennis du club**.

Elle facilitera également l'**organisation de tournois** et la **participation à plusieurs challenges et championnats**.

Cette opération, dont le coût global est estimé à **118 565 € HT**, sera soutenue par l'Etat, au titre de la **Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR)**, la **Région Hauts de France** et la **Fédération Française de Tennis**.

## **Blangy : réfection du parcours de santé**

Au-delà de ses **fonctions écologique et économique**, la **forêt communale** constitue un **patrimoine touristique essentiel**, sur lequel s'appuient, notamment, le **développement du « Domaine de Blangy »** et le **succès de la base de loisirs**.

Avec plusieurs partenaires, la Municipalité s'attache donc à **développer les équipements** et, donc, la **fréquentation du site de Blangy**.

Tracé depuis 1999 sur le **chemin forestier** menant jusqu'à l'**entrée de Blangy**, le **Parcours de santé** n'est aujourd'hui plus praticable. Sa **rénovation** améliorera, non seulement, l'**accueil du public**, mais, également, la **préservation des espaces naturels**. A cette fin, l'**Office National des Forêts** propose la pose de **quinze panneaux d'utilisation d'exercice d'échauffement** et l'installation de **dix agrès**.

Pour cette opération, dont le **coût global** est estimé à **17 147 € HT**, une subvention sera sollicitée au titre du **programme Leader**.

## **Vie sportive : soutenir chaque club et favoriser la pratique de tous**

Depuis l'adhésion du nouveau **Tennis club Buire-Hirson** et de ses **65 licenciés**, l'**Office Municipal des Sports (OMS)** compte **21 clubs adhérents** et **1 971 licenciés**.

Comme en 2020, malgré la **crise sanitaire** et l'**annulation consécutive de nombreuses compétitions et événements sportifs**, la Municipalité a fait le choix de **maintenir son soutien aux clubs**. S'élevant à **75 547 €**, la **subvention municipale** accordée à l'OMS a donc été maintenue en 2021.

Outre le **soutien technique et financier apporté à chaque club**, la Municipalité s'attache à **favoriser la pratique sportive**, notamment auprès **des enfants et des jeunes**.

En 2021, au-delà de sa participation au **programme VLAA (Vacances Loisirs des Ados de l'Aisne)** coordonné par la **Direction Départementale de la Cohésion Sociale**, du renouvellement de l'**opération « Blangy-les-flots »** en partenariat avec **« Thiérache Sports Nature »**, et de l'organisation de la **« Fête du sport »**, la Municipalité a engagé **deux nouvelles actions**, inscrites dans le programme du **Contrat de Ville**.

Depuis la **rentrée de septembre 2021**, une **école municipale des sports** a été ouverte aux **élèves âgés de 8 à 10 ans** inscrits dans les écoles de la ville. Encadrée par un **intervenant sportif diplômé**, cette école, dont l'accès est **gratuit**, assure la pratique de **disciplines sportives variées** en lien avec les **clubs sportifs** de la commune.

Par ailleurs, toujours dans l'**objectif de promouvoir la pratique sportive**, des **stages** sont proposés pendant les **vacances scolaires d'hiver, de printemps et de la Toussaint**.

Cette année, outre la poursuite de ces actions, sous réserve de l'évolution de la crise sanitaire, toutes les **manifestations sportives** pourront, à nouveau, être organisées.

Ainsi, après le **Meeting international de saut en hauteur en salle** du 29 janvier, se succéderont, notamment, le 18 février, la « **Nuit de l'Eau** », le 24 avril, le « **Challenge Martin d'athlétisme** », le 8 mai, le « **Rallye des contes et légendes** », le 15 mai, le « **Parcours du cœur** », le 4 juin, la **nocturne cycliste**, le 3 juillet, la **course cycliste « La Cantonale »**, le 28 août, le « **Raid VTT des Trois Rivières** », les 16 et 17 septembre, la « **Fête du sport** », le 11 novembre, la **Coupe départementale des ceintures noires de judo** et le 2 décembre, la cérémonie des « **Trophées de l'OMS** ».

## 8) ÉQUIPEMENTS CULTURELS, VIE CULTURELLE ET ASSOCIATIVE

*Depuis 2020, si tous les équipements culturels ont été impactés par la crise sanitaire en cours, soit par les périodes de confinement, soit par les restrictions d'usage imposées, il n'en demeure pas moins que les équipes municipales ou associatives chargées de les faire vivre ont su résister à cette période sans précédent.*

*Obtenus grâce à leur mobilisation et à leur persévérance, les succès des manifestations organisées confirment l'appétence des publics pour l'innovation et l'organisation de nouveaux rendez-vous. Dans cet objectif, la Municipalité s'attache, non seulement, à soutenir et diversifier les équipements existants, mais également à faciliter l'action des associations locales.*

### Conservatoire Municipal de musique : retrouver le rythme

Impacté par deux années de crise sanitaire, comme beaucoup d'autres écoles de musique, le **Conservatoire municipal** a subi une **diminution de ses effectifs**, passés de **160 à 130 élèves**.

Dans ce contexte difficile, les **douze professeurs du Conservatoire** continuent d'assurer, non seulement, **l'enseignement individuel des disciplines instrumentales**, parmi lesquelles, les cuivres (trombone/trompette), la clarinette, la flûte traversière, la flûte à bec, le basson, les cordes (guitare, violon, piano), les percussions et les pratiques vocales, des cours de solfège, mais, également, **l'animation d'un petit orchestre**, d'un **groupe d'éveil musical** et de **sessions d'initiation musicale**, ainsi que la participation aux **Temps d'Activités Périscolaires**.

Initié avec **l'école Charles Clément**, le projet « **Orchestre à l'école** » sera, quant à lui, développé.

En lien avec la **vie culturelle communale**, l'équipe éducative du Conservatoire participe également au **Festival de jazz**, à la **Fête de la musique**, par la représentation d'un **conte musical**, aux **cérémonies commémoratives** et, chaque année, elle organise les **auditions des élèves**.

### Médiathèque du Château : l'attractivité de la lecture confirmée

Depuis la mise en œuvre du **Plan de développement de la lecture publique** adopté en 2017, l'activité de la **Médiathèque municipale** ne cesse de se développer.

Entre l'accueil des **élèves des écoles maternelles et élémentaires** (5 760 élèves reçus), des **enfants fréquentant les Temps d'Activités Péri-éducatifs** (576), la **Maison de la Petite Enfance** (40), les **accueils de loisirs** (90), **l'accompagnement à la scolarité** (216), ou encore **l'Heure du Conte** (70), l'accueil des **collégiens** (22) et des **lycéens** (48), des adultes lors des **Cafés littéraires** (75), la Médiathèque se **diversifie et élargit son réseau de lecteurs**.

En 2021, pas moins de **3 261 prêts d'ouvrages** ont été réalisés. Outre l'accompagnement des publics, l'équipe de la Médiathèque assure également l'accueil de **différentes activités culturelles**, telles que des **répétitions de théâtre**, des **cours de langue** et des **séances de scrabble**.

Organisé à la salle de l'Eden les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 2021, le **premier salon du livre « L'Hirson livre »** a rencontré un **véritable succès** avec **600 entrées enregistrées** et la participation de **27 auteurs**.

## Micro-folie : plus qu'un musée numérique accessible et gratuit

Depuis septembre 2019, la **Micro-Folie** offre à chacun la possibilité de découvrir le patrimoine de **douze institutions et musées nationaux et internationaux**, soit plus de **1 600 chefs-d'œuvre**. A cette **galerie d'art numérique** s'ajoute un **espace de réalité virtuelle**.

Pour mieux faire connaître cet équipement, l'**équipe d'animateurs** est non seulement présente sur les **réseaux sociaux**, mais, également, auprès des **écoles** et des **accueils périscolaires**. Travaillant de concert avec l'équipe de la Médiathèque, notamment pour l'accueil des **cafés littéraires** et des **séances de « L'Heure du Conte »**, elle veille à ce que la Micro-folie demeure **interactive**, non seulement au sein du **réseau international** animé par l'**établissement public culturel de La Villette**, mais, également, au cœur de la **vie culturelle du territoire**.

## Cinéma Sonhir : une année 2021... réduite à sept mois

Après un **record de 82 896 spectateurs en 2019**, en 2020, compte tenu des **périodes de fermeture successives liées au Covid 19**, le nombre d'entrées au Sonhir avait chuté à **22 375**. En 2021, **fermé jusqu'au 16 mai**, le Sonhir n'a enregistré que **35 875 billets vendus**.

Dans ce contexte difficile, la Municipalité continuera cette année à soutenir l'**association « Le Sonhir 3 »**, non seulement par le versement d'une **subvention annuelle de fonctionnement**, mais également par **son intégration** dans les projets de développement culturel de la Ville.

Par ailleurs, il sera procédé au renouvellement de la **délégation de service public du cinéma** dont l'échéance est fixée au 1<sup>er</sup> novembre 2022.

## Tiers-lieu et Fab' Lab : la mutation des espaces numériques

Depuis 2018, après le transfert des collections et des fonds documentaires vers la Médiathèque du Château, les locaux de la gare n'accueillent plus que l'**Espace du numérique** de la **Communauté de communes des Trois Rivières**.

Equipé de **dix postes de travail connectés**, cet espace permet, cependant, au public de **s'initier à la découverte** et à l'**utilisation des outils numériques de base**, à savoir l'utilisation d'un **ordinateur**, d'**internet**, des **réseaux sociaux**, du **traitement de texte**, de **tableurs**. Les publics y sont accueillis, soit de façon individuelle, soit en groupes, pour des **séances de formation thématique** allant d'une seule à treize séances.

En complément de cette offre, la **Communauté de communes** propose, cette année, l'**ouverture d'un tiers-lieu numérique**, comprenant un **Fab' Lab** (atelier de fabrication numérique, de prototypage...), un **espace de co-working**, destiné à faciliter les rencontres entre professionnels et un **espace de télétravail**. L'ouverture du Fab' Lab complètera donc utilement l'**offre de services** proposée aux **usagers de la Micro-folie** et aux **étudiants du Campus universitaire connecté**.

Inscrit dans le cadre du « **Pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache** », mais également dans le cadre de la **feuille de route numérique** de la **Région Hauts-de-France** et de la **Communauté de communes**, ce projet nécessite la **reconversion des locaux de l'ancienne bibliothèque de la gare**. Le tiers-lieu numérique disposera ainsi d'un **espace de 349 m<sup>2</sup>**, comprenant notamment un **auditorium de 35 places**.

Pour la mise en œuvre de cette opération, dont le coût est estimé à **416 870 € HT**, il sera donc proposé, dans un premier temps, la **cession à l'euro symbolique** du bâtiment à la **Communauté de Communes des Trois-Rivières** qui engagera donc **les travaux**.

## Saison culturelle transfrontalière : le retour de tous les rendez-vous

Après deux années marquées par les **périodes de confinement**, de **jauges** et de **restrictions d'accès** imposées par la **crise sanitaire**, 2022 devrait, enfin, renouer avec l'ensemble des **rendez-vous de la saison culturelle transfrontalière**.

Malgré ce contexte sanitaire défavorable, 2021 a, cependant, connu **d'heureuses rencontres**, avec autant de **plaisirs partagés**.

Qu'il s'agisse des « **Rencontres transfrontalières** » de mai, du « **Village vacances** » installé de mi-juillet à mi-août sur la **place Victor Hugo**, du « **Petit Montmartre** » initié le 25 septembre au **quartier du Château**, du premier « **Salon du livre** » tenu à l'Eden **les 1<sup>er</sup> et 2 octobre**, du « **2<sup>e</sup> Festival rock** » organisé à l'Eden le 23 octobre, ou du **Marché de Noël**, chacun de ces **temps forts de la vie hirsonnaise** contribue à faire d'Hirson une  **cité agréable à vivre**.

Outre le **renouvellement de ces manifestations**, 2022 offrira, encore, **d'autres rendez-vous**, parmi lesquels, notamment, du 22 au 27 mars, le « **18<sup>e</sup> Festival de Jazz** », avec, cette année, en têtes d'affiche, **Dany Brillant, l'Orchestre du Splendid et Robin Mckelle** ; les 21 et 22 mai, le « **5<sup>e</sup> Printemps musical de Kit Armstrong** », les 28 et 29 mai, les **concerts de Keen'V et Gilbert Montagné**, le 25 juin, le **one-man show de Christophe Alévêque**.

## Vie associative : un soutien réaffirmé aux bénévoles

Hirson abrite pas moins de **119 associations**, reposant pour la plupart sur **l'engagement de bénévoles**. Certaines d'entre elles bénéficient, à leur demande, d'une subvention accordée par la Ville. En 2021, **61 associations**, parmi lesquelles, notamment, le **Centre Social et d'Animation Culturelle**, le **Foyer de l'Amitié**, le **Sonhir**, l'**Office Municipal des Sports**, ont bénéficié d'une **aide communale de 659 640 €**.

Au-delà de ce **soutien financier**, les associations hirsonnaises sont également aidées par les Services municipaux sur les **plans administratif et logistique**, lors de **l'organisation de leurs manifestations ou activités**, par le **prêt de salles**, de **mobilier** et de **matériel scénique**.

## 9) SOLIDARITÉS

*A l'échelle de la commune, les **politiques de solidarité** sont essentiellement portées par le **Centre Communal d'Action Sociale** et par le **Centre Social et d'Animation Culturelle**. Soutenues par la Ville, soit par le **versement de subvention**, soit par la **mise à disposition de personnel et de locaux**, ces deux structures agissent en faveur des **habitants les plus fragiles**, qu'il s'agisse, notamment, des **bénéficiaires des minima sociaux**, des **personnes isolées**, **réfugiées**, **âgées** ou **handicapées**.*

## Pôle d'économie solidaire : poursuivre la diversification des activités

Depuis 1995, **principal animateur de l'offre d'insertion** sur la Thiérache, le CCAS porte de nombreuses actions visant à **faciliter l'insertion sociale ou professionnelle des bénéficiaires du RSA**.

A ce titre, il pilote trois **chantiers d'insertion** sur **l'accessibilité et la rénovation de l'habitat**, la **valorisation du patrimoine naturel**, le **maraîchage local** et la **gestion de la ferme pédagogique** ainsi que le **bien-être des seniors**. Il gère également **dix ateliers d'insertion** (art déco, sophrologie, généalogie, épicerie solidaire, tissu, jardin, bois-bricolage, recyclerie-ressourcerie, magasin « Au petit bonheur », atelier « démarche en ligne »).

Au total, l'an dernier, les activités mises en place mobilisent **quinze agents salariés à temps plein** pour **l'encadrement** et **l'accompagnement socioprofessionnel** des publics. **75 personnes salariées** ont été recrutées en **Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI)** sur les trois chantiers d'insertion. **25 personnes** ont réalisé **22 210 heures d'activités bénévoles** sur les différents sites.

En 2021, **l'aménagement de la ferme pédagogique** créée **rue Joubert Phillips**, sur un **terrain de 2 500 m<sup>2</sup>**, marque une nouvelle étape dans la **diversification des activités** proposées par le Pôle d'économie solidaire, en conjuguant non seulement **l'insertion**, mais également **l'éducation à l'environnement**.

Avec une **ouverture prévue en avril 2022**, cette ferme propose, déjà, **diverses activités éducatives** autour de l'élevage, du jardinage, du compostage, et de toutes les actions visant à promouvoir la **préservation de l'environnement et des ressources naturelles**. Des **partenariats** seront développés avec les **écoles de la ville**, les animateurs des **Temps d'Accueil Périscolaires**, des **Maisons de quartier**, des **centres de loisirs** du CSAC, des Francas, et de l'APTAHR.

Parmi les **perspectives** de cette année 2022, sont notamment envisagées par le CCAS la création d'une **plateforme de mobilité**, avec la mise à disposition de vélos et de mobylettes, l'ouverture d'un **atelier d'activités physiques** et le renforcement de l'atelier « **Estime de soi et bien être** ».

Enfin et surtout, prévue en juin 2022, **l'ouverture du magasin solidaire**, situé Place Sarrail, dans des locaux actuellement réhabilités par le **chantier d'insertion du CCAS**, constituera une **nouvelle vitrine** destinée à renforcer la **visibilité des savoir-faire** des différents **ateliers d'insertion**.

## Aide alimentaire : de la solidarité urbaine à la solidarité rurale

Depuis 2006, le CCAS dispose d'une **épicerie solidaire**. Liant **l'accès à l'aide alimentaire** de chaque usager à sa participation à une **activité d'utilité sociale**, garantissant le **libre choix des produits**, substituant à la gratuité le **principe d'une participation financière minimale**, limitée à **10 ou 30 % du prix réel des produits**, l'épicerie solidaire participe aux **politiques d'insertion sociale**. Reposant sur le **principe des droits et devoirs**, elle constitue un **élément fondamental** d'une **solidarité active** soutenue et développée par la Municipalité.

En 2021, **83 familles, soit 190 personnes**, ont bénéficié de l'épicerie solidaire.

Afin de mieux encore **répondre aux besoins** et de proposer le même service aux **habitants des communes rurales voisines**, dans le cadre du **Projet Alimentaire Territorial du Pays de**

Thiérache, et avec le soutien de l'**Association Nationale de Développement des Epiceries Solidaires** (ANDES), le CCAS organisera, dès cette année, une **épicerie sociale itinérante** sur l'ensemble des communes des Trois-Rivières.

## Services d'aide à domicile : répondre à de nouvelles attentes

Face à l'**isolement renforcé** par la **crise sanitaire**, les **services d'aide à domicile**, et notamment, le **portage de repas** et les **interventions des auxiliaires de vie**, ont révélé, encore plus fortement, leur **indispensable utilité**.

En 2021, outre les **4 174 repas servis** au **Foyer Raymond Mahoudeaux**, en diminution de **18,38 %** en raison des **périodes de fermeture** liées au Covid 19, le CCAS a livré **44 867 repas à domicile**, dont **24 216 sur Hirson** (+ 2,40 %) et **20 651 sur les communes extérieures** (-5,5 %), dont **6 189 repas livrés en liaison froide** auprès de l'**ADMR d'Aubenton** (-12,20 %).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, dans une **logique de renforcement du service public** et de **mutualisation des moyens**, le service des auxiliaires de vie du CCAS a intégré le **Syndicat Intercommunal des Auxiliaires de Vie (SIAV) Maurice Brugnon**, dont le siège est à Neuve-Maison.

En 2022, notamment en s'appuyant sur le **chantier d'insertion « Bien-être seniors »**, le CCAS renforcera ses **interventions auprès des personnes âgées isolées**, avec le développement du **portage à domicile**, des **courses**, des **médicaments** et des **livres**, initiés depuis le début de la **crise sanitaire**.

## PRÉVENTION, SÉCURITÉ ET POLITIQUE DE LA VILLE

*Dans un contexte de **baisse de la délinquance**, sans doute liée au **confinement**, les politiques portées, depuis 1998, par les communes de **Saint-Michel, Buire et Hirson** dans le cadre du **Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD)** s'adaptent à l'évolution des besoins. Adopté chaque année, en assemblée plénière, du CISPD, le **programme local** s'ouvre ainsi à la **prévention des violences intra-familiales** et à la **lutte contre les discriminations**.*

*Par ailleurs, en complément de cette politique, le **dispositif de vidéoprotection** sera renforcé en 2022 par l'installation de **cinq nouvelles caméras**.*

*Enfin, prolongé jusqu'au 31 décembre 2022, le **Contrat de ville** apporte un soutien aux **acteurs institutionnels et associatifs**, en faveur des habitants des deux quartiers du « **Champ-Roland et bords de l'Oise** » et de « **Gare et Verrerie** ».*

## Prévention de la délinquance : le programme d'actions du CISPD

Depuis 1998, le Centre Communal d'Action Sociale d'Hirson anime le **Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD)** initialement créé par les communes de **Buire, Hirson et Saint-Michel**.

Reposant sur l'**implication de nombreux acteurs**, parmi lesquels **les élus** des communes concernées, les **représentants des services publics de l'Etat** et ceux des **associations**, le CISPD conduit une **politique efficace de prévention, d'aide aux victimes et de lutte contre la délinquance**.

La **prévention des jeunes et l'accompagnement des familles** mobilise principalement la **Maison de Prévention et de la Protection des Familles de l'Aisne de la Gendarmerie (ex-Brigade de Prévention de la Délinquance Juvénile)**, le **Centre Social et d'Animation Culturelle**, chargé de l'accompagnement d'un public primo-arrivant, les **Francas**, animant le dispositif « **Nos quartiers d'été** » et un **multi-séjour**, les **animateurs de quartiers** de la Ville ainsi que le **Point d'Accueil Ecoute Jeunes**. Sont organisées, notamment, **des activités d'été**, de **découverte des institutions judiciaires**, des **séances d'éducation à la loi et à la citoyenneté** auprès des collégiens, ainsi que des **séjours ados**.

La **prévention de la récidive** implique, notamment, les **services de la Justice**, avec la poursuite des **audiences délocalisées du Délégué du Procureur de la République**, le développement des **mesures alternatives aux poursuites pénales** mises en œuvre par la **Protection Judiciaire de la Jeunesse** ainsi que la prise en charge par le **Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation**, lors des permanences tenues à l'**Espace France Services**.

La **prévention des violences faites aux femmes, des violences intra-familiales et l'aide aux victimes** s'appuie sur l'organisation des **permanences** de la **Juriste de « France Victimes 02 »**, soit à l'**Espace France Services**, soit en **Gendarmerie**, ainsi que sur la **sensibilisation** menées par le **réseau local de lutte contre les violences conjugales**.

En matière de **tranquillité publique**, au-delà des interventions de la **Gendarmerie**, sont également mobilisés une **brigade de surveillance équestre**, déployée en juillet et août et durant les périodes de formation des **gardes particuliers**, et un **agent de médiation sociale**, appuyé par une **médiatrice santé**. Animée par le CISPD, la « **cellule de veille sécurité** » coordonne, notamment, **l'ensemble des intervenants**.

La **lutte contre les addictions et la promotion de la sécurité routière** se traduisent, quant à elles, par plusieurs actions. Les gendarmes de la **Prévention et de Protection des Familles de l'Aisne** et le **Formateur Relais Anti-Drogue (FRAD)** interviennent régulièrement dans les établissements scolaires. Chaque année, auprès des lycéens, une **action de sécurité routière** est développée sous la forme d'un « **Escape Game** » ; les permanences du **Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie 02 (CSAPA)** et celles du **Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues (CAARUD)** contribuent à la **réduction de la consommation et des prises de risques**. En outre, des **séances de théâtre interactives** sont organisées afin de prévenir l'**utilisation abusive des écrans**.

Enfin, la **prévention de la radicalisation et des discriminations** est organisée avec la sensibilisation des **jeunes lycéens**, par le biais du **théâtre interactif**, **aux danger des dérives sectaires**, le lancement d'un **groupe de travail pour un dialogue renforcé entre l'Etat et les Maires**, et la **mise en place d'un Plan pour la lutte contre les discriminations**.

A titre indicatif, inscrites au budget 2022 du CCAS, les charges prévisionnelles de **fonctionnement du CISPD** s'élèveront à **129 893 €**. Elles reposent sur les **participations des communes**, à hauteur de **30 182 €** pour Saint-Michel, **6 036 €** pour Buire et **93 675 €** pour Hirson.

## Vidéoprotection : de nouvelles caméras et un dispositif renforcé

Autorisé par un **arrêté préfectoral du 28 décembre 2015**, renouvelé le 5 août 2021, le **dispositif de vidéoprotection** de la Ville d'Hirson prévoit, en **trois phases successives**, l'installation de **23 caméras** implantées sur les **principaux axes de circulation** de la ville. Aujourd'hui, le **Centre de Supervision Urbaine (CSU)** en gère 18.

En 2021, à titre complémentaire, le **quartier du Château**, porte d'entrée du **parc urbain des Gradins**, de la **Micro-folie**, de la **Médiathèque** et du **Conservatoire municipal de musique**, ainsi que le **Centre technique municipal**, ont, également, été équipés.

Cette année, **cinq caméras supplémentaires** seront installées et la **sécurisation de trois branchements électriques du réseau** réalisée. Cette opération, dont le coût s'élève à **110 372 HT**, bénéficie de **subventions de l'Etat**, au titre de la **Dotations d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR)**, à hauteur de **50 %**, et du **Département de l'Aisne**, à hauteur de **20 %**.

En termes de bilan, le **dispositif de vidéoprotection** confirme toute son utilité en matière de **prévention de la délinquance** et de **sécurité publique**. A titre indicatif, en 2021, sur les **51 réquisitions** remises par la Gendarmerie aux opérateurs du CSU, **40 exploitations des images (soit 78 %)** ont apporté des **éléments essentiels** à l'enquête et **3 enregistrements de longue durée** ont été **transmis à la Gendarmerie**.

## **Contrat de ville : un levier indispensable aux acteurs associatifs locaux**

Renouvelé jusqu'au 31 décembre 2022, par un avenant signé par le **Préfet de l'Aisne** le 7 janvier 2020, le **Contrat de ville d'Hirson** concerne les deux quartiers « **Champ-Roland et bords de l'Oise** » et « **Gare et Verrerie** ». Ses objectifs visent à réduire les **écarts constatés** entre ces deux **quartiers prioritaires de la ville (QPV)** et l'ensemble du territoire. Qu'il s'agisse du **niveau de revenus**, de **cadre de vie**, de **développement du lien social** et de **participation des habitants**.

A titre indicatif, pour l'année 2021, le **Contrat de ville** a mobilisé des **crédits de l'Etat**, à hauteur de **89 000 €**, et de la **Région**, pour **50 309 €**.

Réuni le 28 avril 2021, le Comité de pilotage du Contrat de ville a validé les financements des actions portées, notamment, par le **CCAS** (38 100 €), le **Centre Social et d'Animation Culturelle** (34 460 €), la « **Boîte aux étoiles** » (10 518 €), les **Franças de l'Aisne** (4 000 €), les **Caves à musique** (1 800 €), « **Les Concerts de poche** » (4 000 €) et « **Thiérache Sport Nature** » (2 500 €).

Pour 2022, les **crédits de l'Etat** et de la **Région** devraient être mobilisés à la même hauteur, avec une **répartition** actée par le **Comité de pilotage du Contrat de ville** réuni le 3 mars 2022.

Une **évaluation globale** des actions du **Contrat de ville** engagées depuis 2015 sera réalisée dans les prochains mois afin de **préparer son prochain renouvellement**.

